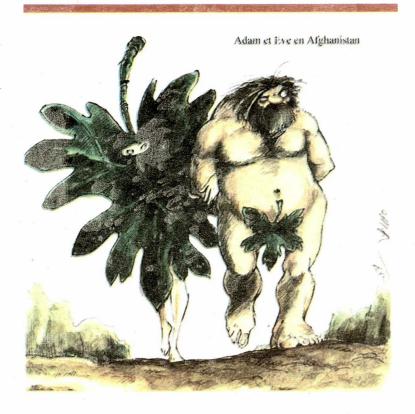
Incharge of the federation anarchises irrure de l'Internationale des fédérations anarchises de l'Internationale de l'Internationale des fédérations anarchises de l'Internationale des fédérations de l'Internationale de l

aux dents longues



Pierre Desproges



Sommaire

Europe et fourches caudines, par A. Pierre, page 4

L'autruche et le solstice d'hiver, page 5

Axa, etc., par Tsinapah, page 5

CRS à l'université, par Alice, page 6

Syndicats et **cheminots**, par D'jo, page 7

Brèves, page 8

Gribouille capitaliste, par J. Langlois, page 9

Le **voile**..., par P. Schindler, page 11

Fascisme et homosexualité, par Pathote, page 12

Guerre et privatisation, par Jocelyne, page 14

L'échec d'**Annapolis**, par R. Baroud, page 15

M. Faas Hardegger, par C. Tzotzis, page 17

Utopies d'hier et de demain, entretien, page 19

Débat à Merindol, par Archibald et Inana, page 21

Radio libertaire, page 22

Agenda, page 23

LES USAGERS PRIS EN OTAGE



BULLEGIN D'ABONNEMENT

Tarifs (Hors-série inclus)	France et DOM-TOM	Étranger
3 mois, 13 nos 6 mois, 25 nos 1 an, 45 nos	20 €38 €61 €	27 €46 €77 €
(en lettres capitales. Règlement à l'ordre de F		
Adresse	Trenom	
Code postal	Ville	

Abonnement de soutien

1 an, 45 nos

Pour les détenus et chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine . Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR7642559000062100287960215). (BIC: CCOPFRPPXXX)

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

Rédaction et administration: 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tél.: 0148053408 – Fax: 0149299859

Directeur de publication: Bernard Touchais - Commission paritaire n° 0609 C 80740 - Imprimerie EDRB (Paris) Dépot légal 44145 - 1er trimestre 1977 Routage 205 - EDRB Diffusion NMPP. Photos et illustrations de ce numéro: droits réservés.

Editorial Largent

LE TSAR QU'OSAIT inventer la réalité. Qu'ils s'appellent Bush, Poutine, Sarközy ou Khadafi. Qu'il soient empereurs, rois, présidents ou guides suprêmes de la révolution, nos gouvernants se paient notre fiole ou plutôt se paient sur notre gueule. La réalité dans laquelle nous semblons évoluer est une construction fabriquée de toutes pièces par les guignols qui nous gouvernent. Deux jeunes, à mini-moto, se font accidentellement tuer en rentrant de face dans une voiture de police, sans abîmer ni la roue avant ni la fourche de leur engin; à peine deux semaines plus tard plus personne n'en parle. Il faut dire qu'entre-temps notre très cher président (son salaire vient d'être multiplié par 272 %) a donné un autre os à ronger à la jungle médiatique qui hulule à ses pieds. Chouette pour eux, le rapace de Lybie est venu rendre une visite à « son ami », de quoi faire courir les plumes des éditorialistes de tous bords, y compris du Monde libertaire. Il faut dire que ce triste sire a de quoi alimenter les chroniques. Si les jeunes des banlieues tirent de la grenaille sur les flics, ils méritent, d'après le chef de l'exécutif, de passer aux assises, mais le commanditaire d'attentat sanglants, responsable de centaines de morts, mérite, lui, les honneurs de la République. Il faut dire que le dictateur lybien s'est bien fendu la poire aux dépens de « son ami ». Après l'avoir traité de menteur à propos des droits de l'homme, en se posant au passage en donneur de leçon, critiquant avec justesse la façon dont notre gouvernement traite les immigrés, il s'est amusé à bloquer la capitale pour jouer les touristes. Mais fi de ce sinistre con qui dans son pays opprime son peuple et n'accorde aucun droit, fût-il humain, aux travailleurs immigrés venus faire tourner son économie. Dans notre doulce France, notre luron national essaie de nous faire prendre sa vessie pour une lanterne nous guidant vers une vie meilleure. Piaillant à qui mieux mieux sur l'amélioration de notre pouvoir d'achat, le piou-piou de l'Élysée semble ignorer que les prix des produits de première nécessité ont subi des augmentations allant jusqu'à 30 %. Tel un gourou, il ne fait que psalmodier ses incantations: « Travaillez plus, pour gagner plus ». Du travail, y'en a pas, et ce n'est ni les Airbus ni les Rafales qui rempliront les poches des ouvriers français; EADS et Dassault ayant décidé depuis longtemps de délocaliser leur production. Et ce n'est pas l'ouverture des magasins le dimanche, permettant à ses électeurs poujadistes de se remplir un peu plus les fouilles au détriment de leurs employés, qui risque de relancer la pompe à fric.

n'a pas d'odeur

(Vespasien, empereur)

DEUX SECONDES !! JE ME DEBARRASSE DE MES PRINCIPES !!



Nestor Potkine

LE BEURRE, et l'argent du beurre. Surtout l'argent d'ailleurs. Voici, pas même résumée tant elle se limite à ce principe et à ce mot, la politique étrangère de M. 172 %. Qu'on ne vienne pas me dire que le proverbe s'applique aussi bien à sa politique intérieure, c'est hors sujet. Encore que, à y réfléchir, ça ne l'est pas tant que ça. M. 172 % essaie, avec l'agitation qu'on lui connaît, de transformer ce qui reste en France de gens de gauche en gens de droite, à qui l'argent tient lieu de père et de mère. Car il s'agit de se faire pardonner l'évidence de son admiration pour les milliardaires, avec qui on dîne si agréablement les soirs d'élection. Il s'agit de se faire pardonner la plus effrontée preuve d'avidité donnée par un homme politique français depuis Talleyrand (ni Tapie ni Chirac ne sauraient être comparés à ces

deux astres du sans-gêne). Il s'agit de se faire pardonner sa médaille d'or aux championnats du monde du service de soupe aux riches.

L'une des méthodes de M. 172 %, aussi vieille que la Mafia et la corruption, consiste à impliquer le pays entier. Comment pouvez-vous condamner mon lucre, puisque vous aussi vous profiterez des commandes d'Ali Baba? M. 172 % reçoit donc, tente et bodygardettes comprises, un assassin connu du monde entier. Connu pour la mort en plein ciel infligée aux centaines de passagers d'un 747 audessus de Lockerbie. Connu pour la mort, après tortures longues, raffinées et inventives, de ses opposants ou de ses sbires dès qu'ils ont cessé de plaire. Connu pour la mort des civils pris entre deux obus dans ses diverses guéguerres africaines.

232323

Bien sûr, Khadafi a quelques excuses: d'abord, c'est un homme élégant. Avec quel flair ne le voit-on pas accorder Grande Tradition Bédouine et « bling »! Pour les ignorants, le bling fut, en des temps moins civilisés, un mot péjoratif condamnant le goût des rappeurs américains et des mafiosi russes pour les larges plaques de diamants. Depuis, le bling a acquis droit de cité; les lunettes de soleil du Guide en sont la crème, la pointe, la fleur. Ensuite, c'est un homme riche. À milliards, puisque les prix du pétrole ont multiplié les revenus de la Lybie, pays plutôt désertique et dont les revenus sont à la disposition de Cheikh Bling. Or, de même que si on fait un mort on est un assassin et que si on en fait un million on est un conquérant, si à quelques centaines d'euros on est un gibier de potence, à quelques milliards d'euros on est un hôte des ors de la République.

Le président de la République française n'oublie décidément pas la mission civilisatrice de la France, puisqu'après la poignée de mains aux gouvernants algériens qui continuent à roter sur les milliers de cadavres de la guerre civile contre le GIA qu'ils avaient accueillie, guidée, encouragéee en sous-main pour que ses atrocités fassent oublier leurs vols, Chèque à Moi-Même invite Cheikh Bling afin, n'en doutons pas, de lui enseigner que la politique consiste à détruire les retraites plutôt que les retraités.

Glissons sur le fait que Cheikh Bling n'est riche qu'à cause de la dépendance insensée de l'Occident envers le pétrole, que les prix du pétrole ne montent que parce que la Chine et l'Inde se jetant à leur tour dans la croissance aveugle, il y a moins de pétrole pour tout le monde, donc plus de bénéfices pour les dictatures qui en vendent. La France n'oublie pourtant pas sa conscience: jusqu'à deux brûlots, le Journal du Dimanche et le Parisien libéré qui semblent insinuer, à voix basse, que, tout de même...

Mais Je Suis Partout, dans son admiration éperdue pour George W. Bush, a bien noté l'usage intelligent de deux traîtres à leurs ancêtres, Colin Powell et Condoleeza Rice. Il a compris que les apparences comptent plus que les réalités, qu'il suffit de mettre une femme, noire de surcroît, au gouvernement pour faire accroire que les femmes et les Noirs jouissent de l'amour dudit gouvernement.

NN (NanoNico) en a pris de la graine: les bicots n'aiment pas le Kärcher? Hop! Mettezen deux au gouvernement, femmes de surcroît, l'une devenant instantanément soumise, et l'autre contribuant à l'éclat de la haute couture française dans le monde. Les Nègres grognent? Hop! Mettez-en une au gouvernement, et demandez-lui de jouer les duègnes outragées, les grandes âmes fronçant le nez à l'odeur du sang. Béroalde de Verville avait dit, avec sagesse: « Les affaires, c'est l'argent des autres. » Non. Les affaires, c'est le sang des autres.

L'Europe sous les fourches caudines



Au Portugal, dernièrement, Hamster fébrile était retourné sur les lieux du crime. C'était avant la visite du sous-sosie de Keith Richards (des Rolling Stones) dans notre douce France. Il lui avait longuement serré la louche devant photographes et caméramen. Paraît que les États-nation, c'est comme le Code du travail, ça doit faire place nette. À quoi? Va savoir! Entre l'Europe des vingt-sept pays et celle des cent cinquante-sept régions, seul le tiroir-caisse compte.

De toute façon, le 13 et le 14 décembre dernier, elles et ils se sont réunis pour signer le traité de Lisbonne. Le sommet du 19 octobre 2007 avait posé les jalons, et la procédure de ratification devrait être achevée en juin 2009.

Dans la gauche parlementaire, entre autres au PS, ça se déchire encore. Faut-il en être ou s'y opposer, et comment? Les mêmes clivages qu'en 2005 se retrouvent au rendez-vous*. De l'avis quasi unanime, ce que l'on appelle le traité européen est considéré comme une copie conforme du TCE rejeté il y a deux ans. À l'époque, le non de la France et des Pays-Bas avait révélé un refus des citoyens et des citoyennes de l'Europe. Toutes tendances (c'est le moins qu'on puisse dire!) confondues, cela traduisait une volonté de ne pas subir la construction de l'Europe. D'aucuns, comme « le néolibéral » Tony Blair, considéraient que ceux qui s'étaient opposés le faisaient plus

pour dire non à la politique de leur gouvernement qu'au contenu de la constitution.

Une autre Europe était possible, basée sur d'autres intérêts, pour un autre futur... Force est de constater que, deux ans après, le fond de l'air est plus que frais. L'opposition multiforme à l'Europe du capital a du plomb dans l'aile. Concurrence sauvage entre les modèles sociaux les plus avancés et les autres, délocalisations, recherche de compétitivité par les bas salaires, flexibilité...

La mobilisation sociale n'en serait réduite qu'à demander un référendum pour répondre et contrer « l'embrouille » du traité européen?

Réforme des régimes de retraire, de Sécurité sociale et de santé, des marchés du travail, flexsécurité, modernisation des universités, amélioration de l'attractivité de l'Europe aux yeux des investissements, etc.!

Dans d'autres temps, on aurait « décrété » qu'il fallait qu'une force s'assemble. Bon, en sommes-nous là? L'hiver sera rude, mais le printemps, nous l'espérons, sera porteur d'autres résistances.

Alexis Pierre

^{*} La question de la participation au référendum avait largement été débattue dans le Monde libertoire.

Les privilégiés nous jouent la comédie

Depuis le 18 décembre, la direction de la SNCF et les représentants de l'État jouent la comédie lors des « tables de négociations » sur la réforme du régime de retraite des cheminots. Retour sur une « négo » biaisée.

APRÈS deux vagues de grèves¹ (octobre et novembre), une série de six tables de négociations triparties: syndicats, patrons, État a été organisée. Ces tables sont censées permettre à chacune des parties de débattre de la réforme des retraites des cheminots.

Bilan après la troisième table ronde

Aucune négociation sur les retraites. En AG, le point de vue des salariés était clair: maintien des 37,5 annuités, refus de la mise en place des décotes, refus de la désindexation des pensions par rapport aux salaires. Résultat: aucun de ces points n'est « évoqué ». ²

La direction fait des annonces comme la modification de la grille des salaires (qui ne sera discutée qu'en juin 2008), création d'un échelon supplémentaire, augmentation de la prime de fin d'année, création d'un compte épargne temps, plus de mise à la retraite d'office à 55 ans... Aucune des discussions ne porte sur la réforme des retraites dans le fond. Il ne s'agit que de banales négociations salariales!

Par défaut, gouvernement et direction répondent à une des questions essentielles, qui porte sur le refus de l'allongement de la durée de cotisations de 37,5 à 40 annuités (en attendant les 41 déjà annoncées pour 2008): ils y répondent sans même « l'évoquer », puisqu'on passe directement à l'étape « comment faire avec une durée de travail allongée? »

Ils se foutent bien de notre gueule

Ces réunions tripartites ne sont qu'une manière pour l'État de venir se foutre de notre gueule. Les représentants de l'État n'ont aucune utilité puisque la discussion ne porte jamais sur la réforme. Ils ne sont là que pour se distraire et savourer leur victoire (pour l'instant).

La direction quant à elle fait des annonces, en retire d'une table sur l'autre, puis les fait réapparaître. Ça permet de rediscuter de points normalement conclus ou d'oublier de reparler des points restés en suspens.

Les syndicats, eux, discutent le bout de gras avec la direction et sont totalement incapables



de défendre le point de vue des salariés. Pire, la présence à ces négociations, sans en dénoncer le contenu, cautionne l'attitude de la direction et de l'État.

Alors?

Les cheminots ont fait grève parce qu'ils défendaient quatre points majeurs: maintien des 37,5 annuités, refus de la mise en place des décotes, refus de la désindexation des pensions par rapport aux salaires, pas de double statut anciens/nouveaux embauchés.

Les négociations, censées reprendre la préoccupation des cheminots, ne sont que des négociations sur l'accompagnement de la réforme

Les cheminots n'ont jamais accepté cette réforme. Il est inadmissible que les syndicats acceptent de discuter de la mise en œuvre d'une réforme qui n'est voulue par aucun cheminot.

Jeudi 13 décembre

La CGT a appellé à une grève carrée avec comme revendication l'allongement du calendrier des négociations. Celle-ci n'aura pas lieu, le calendrier est allongé de quelques semaines.

Quant à l'état de motivation, dans l'ensemble, les cheminots n'ont plus l'envie de se battre dans ces conditions. On leur propose de faire grève pour que la discussion sur l'aménagement de leur nouveau temps de travail soit allongée. « Vous avez perdu, mais encore une journée de grève, pour gagner quelques miettes. »

Malheureusement, même chez une catégorie de salariés considérée comme plus « combative », l'heure n'est pas encore au dépassement des directions syndicales.

Malgré tout, en AG, des voix s'élèvent à la base qui réclament l'arrêt des négociations et le retour à un mouvement de grève afin que leurs revendications soient acceptées. Cependant les AG restent vues comme des lieux de débats, et non comme des lieux où les salariés prennent des décisions quant à leur lutte.

Pour l'instant, les négociations continuent. FO-cheminots et SUD-Rail parlent de déposer un préavis de grève reconductible. En attendant, la direction qui pleurniche d'avoir perdu 300 millions pendant la grève, souhaite en récupérer un tiers en effectuant des économies sur les budgets de fonctionnement des services (réductions envisagées: non-remplacement du matériel de bureau, formations réduites au strict nécessaire). Une manière de punir les salariés?

Ces événements montrent tout de même que direction et État s'entendent pour « donner au train une idée d'avance », car une fois cette réforme appliquée aux régimes spéciaux, il ne restera plus au gouvernement qu'à l'étendre au régime général.

D'jo

Cheminot FA (Paris)

^{1.} La première, bien que suivie à des taux de plus de 70 % et reconduite par la base des salariés, a été stoppée par l'action habile des syndicats.

^{2. «} Évoquer » pour reprendre le terme utilisé par les représentants du gouvernement le 21 novembre.

Méthodes libérales

Dans le silence total et sournois des médias à la botte, les flics cognent dur.

À Lille, les CRS chargeaient hier contre étudiants bloqueurs et personnel, sans sommation. À Paris IV un président fait couper le courant à l'occasion de la projection d'un film sur l'Université organisée par l'association « Sauvons la Recherche ». À l'annexe Clignancourt, des vigiles paradent dans la cafétaria de l'université. À Paris I certains profs très courageux font cours avec la police aux portes de leurs amphis et leurs salles. À Montpellier, quatre étudiants sont en grève de la faim; un référendum pour ou contre le blocage a été organisé en présence de CRS, de la Bac et d'agents de la DGSE; les appareils photos et les caméras des étudiants présents sont saisis, mais les flics et vigiles filment longuement et prennent les coordonnées des étudiants et du personnel... Les franchises universitaires n'avaient jamais été rompues, pas même en 68, pas même dans le Chili de Pinochet, nous rappelait un collègue.

LYON, LE 14 DÉCEMBRE 2007. Ma fac, Lyon II, s'enfonce tous les jours un peu plus dans le mépris des étudiants et dans une logique policière qui m'inquiète profondément. Les médias ne nous suivent pas, ne relayent rien, s'autocensurent ou se font censurer. Tout a commencé avec la loi Pécresse de réforme des Universités, signée dans la précipitation cet été par le président de la fac, M. Journès. Certains étudiants et enseignants s'opposent à cette loi et ont choisi le blocage de l'université comme mode d'action. On peut être pour ou contre. On a, pour l'instant, dépassé ce débat.

Depuis quelques jours, le président de l'université a fait appel aux « forces de l'ordre »: des vigiles privés, très jeunes, non assermentés, arrogants et dépassés par les événements. Ils apostrophent tout le monde, tutoient tout le monde, et nous demandent de justifier de notre présence dans l'université en montrant notre carte « cumul » carte de bibliothèque et carte... de paiement dans l'enceinte de la fac...

Les étudiants scandaient à l'encontre des vigiles, hier matin: « Voyous, racailles », car certains d'entre eux s'amusent à retenir les étudiantes pour les draguer, une étudiante a été « étranglée » avec son écharpe pour qu'elle dégage un passage.

À l'entrée principale du campus de Bron et rue Chevreul sur le campus des quais du Rhône, dès 7 h 30 le matin, tous les jours, les CRS arrivent pour déloger les étudiants qui protestent. Neuf cars de CRS devant le campus de Bron, neuf cars de CRS devant le campus des quais de Rhône. Ils sont, régulièrement, soutenus par la gendarmerie mobile.

J'étais là, hier matin. Deux de mes étudiantes m'avaient dit avoir été « molestées » par les CRS la veille et voulaient que j'en sois témoin. Sous mes yeux, ils les plaquent au sol, les jettent plus loin, les matraquent dans le ventre et sur la tête.

Sur les quais hier, deux leaders syndicaux étudiants (un de Lyon II, l'autre de Lyon III) ont été désignés du doigt par des policiers en civil avant d'être poursuivis dans une rue adjacente par les CRS. Ce qui signifie qu'un travail préalable « d'information » a été effectué et que ces arrestations sont ciblées pour détruire les mouvements syndicaux. Ces deux jeunes hommes sont en garde à vue et devraient être déférés à la justice aujourd'hui même (il existe désormais des comparution immédiates pour les manifestants, vous serez prévenus). Dans un communiqué odieux et mensonger, la présidence de la fac dit qu'ils sont « extérieurs à l'université » et que ces arrestations sont survenues après des troubles. Il n'y a pas eu de troubles autres que la manifestation pacifique, nous sommes plusieurs enseignants à en être témoins.

Un étudiant a été blessé (aux Urgences douze points de suture sur le crâne). Des étudiants ont été mis en joue au flashball.

Des policiers en civil, toujours là, filment longuement les manifestants. Doit-on ajouter la DGSE à la liste des membres du personnel de l'université? De notre côté, enseignants ou étudiants, ils nous empêchent un maximum de filmer.

Face à cette situation, plusieurs enseignants, dont je suis, ont refusé de faire cours. Je refuse d'entrer dans une fac investie de forces de police, de gendarmerie et de vigiles privés non assermentés. Je refuse de montrer des papiers d'identité pour me rendre sur mon lieu de travail. Je refuse de me faire bousculer par des CRS. Je refuse de me faire tutoyer avec mépris par des individus que je ne connais pas. Je refuse d'entendre un vigile insulter un de mes collègues à cheveux blancs en lui disant: « J'vais t'fumer toi, j'vais t'fumer. »

Nous ne sommes pas, que je sache, dans un État policier. Ou alors il faut nous le dire clairement. Je croyais que l'on avait le droit de grève dans ce pays. Ce qui m'inquiète le plus, c'est de recevoir des communiqués de la présidence d'université affirmant que la situation est désormais « normale ». Si cette situation est normale, alors je démissionne.

Alice, enseignante.



Vorace



« La prévention, c'est l'intérêt commun des assureurs et des assurés »

François Pierson, président d'Axa France et valet d'Henri de Castries ¹

LE CAPITALISME, je ne me lasse pas de le rappeler, impose à la masse d'entre nous la posture humiliante qui consiste à vendre notre force de travail à n'importe quel margoulin pour assurer notre survie économique. En échange de quoi, maîtrisant la confusion des intérêts contradictoires, grâce à la terreur de l'enfer promis par les curés d'hier et à la propagande dégueulée par les médias aujourd'hui, le maquignon nous escamote tranquillement l'essentiel de la plusvalue produite. Mais bon! Le lectorat connaît bien ce schéma très classique. Plus encore aujourd'hui, la marchandisation systématique de tous les champs de la société nous offre quotidiennement de nouvelles illustrations de la gloutonnerie mercantile des dirigeants financiers.

Ainsi, en 2000, des chercheurs mettent au point un test de détection de cellules cancéreuses circulant dans le sang. En tant que système d'analyses non intrusif également adaptable à la détection de la trisomie, il peut s'avérer prometteur pour le dépistage. Afin de poursuivre les recherches et essais sur ce test, la société Metagenex est créée un an après. Mais, à l'image de la recherche en France, elle souffre d'un manque récurrent de crédits. C'est ainsi que, dans leur quête prédatrice appuyée sur le distillat idéologique de l'institut Montaigne, Axa par sa filiale spécialiste du LBO 2 accompagnée de sa copine BNP Paribas font main basse sur Metagenex et le fameux test. Dans l'élan, et contre l'insistance des chercheurs à vouloir terminer les travaux de validation du test, la nouvelle direction décide de le commercialiser via le laboratoire Lavergne, à 165 euros l'unité.

L'Inserm, encore propriétaire des brevets, refuse alors de signer leur cession et saisit le Conseil consultatif national d'éthique qui confirmera le manque de sérieux et de déontologie d'une commercialisation dans l'état. Aussitôt, les actionnaires de Metagenex se tournent vers le gouvernement qui, bien sûr, leur donnera raison et provoque ainsi la démission du directeur de l'Inserm.

L'histoire manquerait de sel, si on omettait de dire que la chercheuse à l'origine de la découverte se trouve être l'épouse de l'ex-directeur de l'Inserm, ce qui permet aux gangsters de la finance d'invoquer un conflit d'intérêts. Plus encore, Axa se paye par ailleurs l'entreprise Photonis, qui fabrique de l'appareillage optique médical et militaire et vire 120 salariés sur 640! Chose curieuse, les travaux du département de dépistage de la trisomie animés par la chercheuse en question sont bloqués par absence de livraison de cinq microscopes... Représailles? Meuh, non! Impensable de la part d'entreprises qui constituent la plateforme financière du Téléthon...

Comme le dit un ami libraire et anarchiste: « Mes ancêtres et ceux d'Henri de Castries avaient sans aucun doute quelque chose en commun. Les miens voulaient couper la tête aux siens! » Certes, l'histoire a montré que raccourcir les nobles ou fusiller les bourgeois ne contribue guère au progrès des consciences. Mais il faut admettre que faire bouffer ses jetons de présence à une Parisot ou à un Sélliere en visite de charité au pavillon des mongoliens, jusqu'au rot ou au pet funeste, peut faire passer une saine colère à des métastasés raisonnablement agités.

Tsinapah

Liaison Albert-Camus de la FA

l Rejeton d'une lignée de traîne-sabres et robes d'évêque, Henri est successeur de Claude Bébéar, ex-fondateur et patron d'Axa, pote de promotion à l'Ena d'Henri de Villepin, Ségolène Royal, François Hollande et pote tout court de Nicolas Sarkozy.

2 Pour tout savoir sur LBO : www.collectif-lbo.org/accueil.html

Ouand l'autruche éternue... 🗕

LES MAINS SALES

TIRANT TÊTE HORS DU TROU, QU'ENTENDS-JE? Concert d'excuses et alibis de la part des cadors de la droite, afin d'éviter de croiser Kadhafi à Paris. « J'ai une réunion de groupe tous les mardis matin », gémit le petit Coppé. Ça tombe mal. Quant à Kouchner, qu'on aura vu multiplier les entrechats diplomatiques jusqu'au ridicule achevé: « Je suis à Bruxelles, il y a une réunion importante. » De vrais mômes, séchant les cours. Heureusement pour Kadhaf', d'éminents personnages n'éprouvent pas le besoin de jouer avec lui les faux-culs. Ainsi Roland Dumas, marchand d'armes, l'accueillit au Ritz avec une « profonde et cordiale bienvenue ».

Quant à Sarko, il en était encore, en fin de semaine, à se justifier. « J'ai fait ce que je crus (sic!) devoir faire, pour éviter un affrontement entre l'Occident et le monde musulman. » Diantre! Balader le Guide en bateau-mouche aura donc permis d'éviter la troisième guerre mondiale. Merci matelots!

Comme pour l'occasion furent pointées les multiples accointances élyséennes avec ce que la planète compte de pire en termes de bourreaux des peuples, Sarko lui-même reprit l'inventaîre, se trouvant à chaque fois une excellente raison (d'État) de fréquenter l'un ou l'autre. Ainsi, de ces « contacts chaleureux » avec Idriss Déby, maître du Tchad: « Moi-même, je me suis convaincu en parlant. » C'est sans doute ce que l'on appelle prendre conseil auprès de soi-même. La mégalomanie suinte si bien de ce petit corps, qu'elle inonde désormais jusqu'à ses discours. Un régal.

Pendant ce temps, la gauche, ne se laissant pas impressionner, continuait de brasser, l'air plutôt que les idées. « C'est une démarche tout à fait nouvelle. La gauche a décidé de travailler ensemble », se félicita Hollande, au sortir d'une réunion (« importante », à n'en pas douter). Déterrer le Programme commun, ou du moins ce qu'il en reste, voilà qui est, en effet, d'une ahurissante nouveauté. Même Cécile Dufflot, de Les Verts, en fut tout épatée: « On a fait de la politique. » Allez-y doucement, hein, vous n'êtes plus habitués. Et, ne contenant plus son enthousiasme, la même: « C'était une vraie discussion, comme on n'en avait pas eu depuis 2002. » Comme le temps passe...

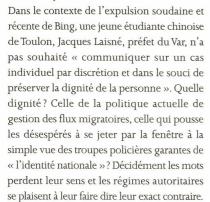
Une autre, qui a du mal à cacher son bonheur, c'est Pécresse, la ministre. Sur les universités: « Le mouvement s'éteint, mais de façon lente. » On la sent jubiler, plus c'est lent plus c'est bon et elle ne boude pas son plaisir. D'autant que les vacances aidant... N'oublions pas non plus Dati, aux anges, estampillée Dior et Cardin, sur laquelle pourtant Éric de Montgolfier, procureur de la République, prononce un jugement sans appel: « Elle est plus agréable à regarder que Pascal Clément. » [Son prédécesseur, NDLR.]

Pour finir l'année en beauté, et pour vous ouvrir l'appétit avant les agapes, je ne résiste pas à l'envie de vous livrer cette sortie de Gaudin, maire de Marseille, à propos des « journalistes de Libération, que nous reniflons dans les avions avec leur pull-over serpillère, leurs cheveux longs et leurs ongles sales ». Mais peut-être ont-ils, eux, les mains propres.

Frédo Ladrisse

L... c'est toute la jungle qui s'enrhume

L'école du cynisme



Non aux EPM

La loi Perben II dite EPM (Établissements pénitentiaires pour mineurs) prévoit l'ouverture de quatre lieux de soixante places à Meyzieu, Lavaur, Quiévrechain et dernièrement à Marseille. Le gouvernement les présente comme une nouvelle structure éducative, les éducateurs de la protection judiciaire de la jeunesse y interviennent en duo avec un maton... Le rassemblement anti-EPM rappelle que la punition n'a jamais émancipé les individus et que son seul but est l'instauration de rapports de soumission et la répression des individus issus de la classe laborieuse...

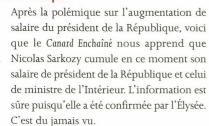


Grèves de la faim

Marina Petrella, réfugié italienne en France depuis 1993, incarcérée le 21 août 2007 et placée sous écrou extraditionnel, a entamé une grève de la faim le jeudi 6 décembre à la prison de Fresnes. Ce geste est un cri de protestation face à un emprisonnement injustifiable augurant d'un possible reniement de l'asile qui lui a été octroyé durant quinze ans. Hamed, le compagnon de Marina, syndicaliste CGT à Plaine Commune, s'est également mis en grève de la faim. Soutenons-les.



Ah les salops!





Surveiller et punir

L'Assemblée s'apprête à examiner un projet de loi visant à instaurer une « rétention de sûreté » qui permettra, après l'exécution de la peine de prison, de prolonger — sans limitation de durée, sans peine et sans infraction — l'enfermement des personnes considérées comme d'une « particulière dangerosité ». Ce dispositif a été décidé à la hâte à la suite de l'affaire Evrard.



On se doute à l'avance contre qui elle pourra s'appliquer...

Morbihan 1: Eau s'cours!

Dans le Morbihan, des associations de consommateurs (Familles rurales, Eau et rivières de Bretagne, etc.) ont formé un collectif pour dénoncer la chèreté du prix de l'eau distribuée par le Syndicat départemental de l'eau (250 communes sur 261): record de France! 97 % des abonnés consomment moins de 200 m³ d'eau par an et la paient au prix fort, tandis que les très gros consommateurs (entreprises de l'agroalimentaire) qui usent plus de 150000 m³ par an bénéficient d'un tarif dégressif très avantageux, inférieur au coût de revient. Cela revient pour les particuliers à véritablement financer ces entreprises, par ailleurs largement à l'origine de la mauvaise qualité de l'eau!

Morbihan 2: Handicapés menacés

À deux reprises, à Lorient et à Vannes, des personnes handicapées, le personnel du service auxiliaires de vie, et la CGT, ont défilé pour protester contre la suppression des crédits alloués à l'AIPSH (Association pour l'insertion des personnes en situation de handicap) qui emploie 40 auxiliaires de vie permettant à 56 personnes handicapées de continuer à vivre chez elles et non dans un établissement spécialisé. Au nom de la loi Borloo de 2005, au prétexte de faire jouer la concurrence, à partir du 1er janvier 2008, la DDASS et le conseil général du département coupent les subventions de cette association (376000 euros par an), alors qu'il n'y a pas d'alternative. Ne les laissons pas faire! Solidarité!

En prison pour « yaourtage »!

Le 30 novembre dernier, Olivier Théron, fondateur de la «Vélorution toulousaine». a été incarcéré à la maison d'arrêt de Seysses sur la décision du procureur de Toulouse pour purger une peine de sept mois d'emprisonnement pour outrage à ministre par jet de yaourt sur la voiture de Sarkozy (quatre mois), entrave à la circulation et rébellion lors de son arrestation sauvage en avril 2005 à la fin d'une manifestation de cyclistes (deux mois), outrage à magistrat sous forme de lettre envoyé au juge (un mois), lettre dénonçant les multiples entraves aux droits élémentaires de sa défense. C'est une décision politique. Aucun des faits incriminés n'a causé de dommages corporels, matériels ou financiers, si ce n'est ceux essuyés par l'association et Olivier lui-même. L'objectif est non seulement d'isoler, mais de briser Olivier. Qu'il sorte de prison! Tout

La CNIL démasquée

Cent personnes membres de groupe Oblomoff, Pièces et main-d'œuvre, Mouvement pour l'abolition de la carte d'identité (MACI), Halte aux puces! Coordination contre la biométrie, Souriez, vous êtes filmés! etc. ont envahi les locaux de la CNIL et prononcé sa dissolution. Depuis sa création en 1978, la CNIL n'a cessé de faciliter et de légitimer l'exploitation numérique de nos vies. Main dans la main avec les gouvernements et les industriels, la CNIL favorise le développement du contrôle policier des populations, la prolifération des fichiers policiers, vidéosurveillance, biométrie, fichage ADN, puces RFID, passeport biométrique, traçabilité des internautes, etc. Cet organe administratif, avec ses dix-sept membres tous grands commis de l'État, ne mérite ni moyens ni compétences supplémentaires, mais sa dissolution pure et simple. Des objectifs concrets de travail ont été exposés: bannissement de la biométrie et des puces RFID; abolition de la vidéosurveillance sous toutes ses formes, démantèlement des fichiers de police (Stic, FNAEG, Judex, etc), abolition de la carte d'identité. Le président de la CNIL, Alex Türk, a fait savoir qu'il demandait l'évacuation des locaux. Quelques dizaines de gendarmes mobiles ont poussé brutalement à l'extérieur les occupants et sous l'œil bienveillant du secrétaire général de cette structure prétendument garante du contrôle de l'État; les policiers les ont ensuite encerclés, puis soumis à un fichage systématique!

Squat expulsé illégalement

Le squat ouvert il y a trois semaines à l'initiative du Dalas (Droit au logement autogéré et social) situé au 5-7, rue Raspail à Montreuil (métro Robespierre) subit actuellement des tentatives d'intimidation de la part de six nervis fascistes à la solde du propriétaire de l'immeuble. Les soutiens pouvant se manifester à cette adresse sont les bienvenus pour la poignée de militants qui souffrent de leur petit nombre et de l'isolement. Dernière minute avant bouclage: le jeudi 13 décembre, des vigiles ont été envoyés pour expulser les occupants par la force, sans succès. Vendredi 14 décembre dans la soirée, sans décision de justice, des vigiles ont expulsé violemment le Dalas et ont détruit les murs et le mobilier. Ils ont été protégés par la police venue en grand nombre. Plus tard, ces mêmes vigiles ont recommencé à agresser les expulsés La police est à nouveau intervenue et a arrêté neuf militants de la CNT qui sont actuellement en garde à vue, accusés de violences volontaires en réunion. Par ailleurs, dans la nuit, le commissariat de Montreuil a refusé de prendre les dépôts de plainte des militants qui ont été agressés par les vigiles. Affaire à

Le Gribouille capitaliste

Jacques Langlois

L'ÉCONOMISTE MODERNE n'a que la bave de l'utilité aux lèvres. Et pourtant l'on va voir qu'il s'en contrefiche, car pour lui utile signifie solvable et monétaire. Rien ne montre mieux ses mensonges intéressés que les faux débats sur la durée du travail. Le capitaliste, justifié par l'économiste libéral, se bat pour l'extension de la durée du travail à tous les horizons de temps: journalier, hebdomadaire, annuel et sur toute la durée de vie du salarié. Élémentaire mon cher Watson; un des moyens de produire au moindre coût est de faire travailler davantage pour la même production, ce qui permet de diminuer les effectifs. D'où le slogan de Tsarkozy: travailler plus pour gagner plus, mais uniquement avec les heures supplémentaires. Évidemment, on pourrait travailler plus pour produire plus à salaire égal. Mais cette solution suppose que la demande solvable augmente; or elle ne le peut puisque les salariés ne gagnent pas plus ou guère plus avec les heures-sup. Quoi qu'il en soit, l'intérêt à court terme du capitaliste aux écus est de faire suer le burnous au maximum. D'où le grand succès des pays où il n'y a pas de limites légales à l'extorsion de surtravail non payé ou si peu.

Mais c'est de la politique de Gribouille à plus long terme. En effet, ce qui est ratiboisé par l'utilitarisme du capital c'est le temps libre pour faire autre chose. C'est aussi une méconnaissance profonde des technologies modernes qui permettent la gratuité du savoir et promeuvent l'économie non monétaire de la connaissance.

Car le temps libre, hors bagne industriel ou commercial, ce n'est pas seulement un temps de loisir où les émules du détestable esprit de Mai 1968 (Tsarko dixit) se livrent au stupre et à la fornication, à la drogue, au bistrot (c'est ce que disait déjà l'ordre moral il y a un siècle pour ces salauds d'ouvriers qui buvaient leur paye avec des dames de petite vertu). Le temps libre a une immense utilité sociale, mais un énorme défaut aux yeux des exploiteurs tels les capitalistes, les rentiers, les actionnaires et les politicards qui s'engraissent dans des sinécures: il n'est pas monétarisable. A quoi peut-il servir?

A se réparer, se reposer, se restaurer, à s'autosoigner après la journée de travail pour y

revenir en meilleure forme, donc plus productif, ce qui est une revendication essentielle des patrons. Revenir à la journée de 12 heures de travail, à la semaine de 7 jours (on y vient avec l'autorisation annoncée du travail le dimanche), à la retraite à 70 ans ou à pas de retraite du tout (il y de nombreux pays « très compétitifs » qui y sont et font donc une concurrence déloyale, heureusement éliminée par les délocalisations) risque fort d'abaisser la productivité et la créativité et donc de revenir en boomerang dans la gueule enfarinée des patrons.

À éduquer, socialiser, former les enfants, donc les futures générations actives. Si leurs parents triment à mort et ne reviennent dans leur taudis que pour se jeter au pieu, gageons qu'ils n'éduqueront pas leurs enfants à la morale, même productiviste, qu'ils ne leur fourniront pas les compétences si utiles dans la « société de la connaissance ». Vous me direz qu'il y a l'école, mais celle-ci ne forme pas les tout-petits, n'éduque guère, notamment parce que le patronat veut une formation rentable, opératoire, utilitaire et non une éducation civique, morale et générale. Et puis l'école de masse est un coût insupportable pour le pays; donc il faut des écoles privées pour les riches parents et des garderies pour les enfants du peuple.

À s'occuper des vieux parents malades, plutôt que de les mettre à l'hospice. Donc augmenter le temps de travail, c'est pousser les vieux pauvres vers des mouroirs et offrir aux vieux riches de superbes maisons médicalisées très onéreuses et très rentables aux seules personnes âgées solvables. En même temps, s'il n'y a que de très vieux retraités, ces derniers ne pourront pas s'occuper de leurs petits-enfants, ce qui diminuera la disponibilité des travailleurs. Tant mieux disent les traditionalistes; enfin le retour des femmes au foyer. Ils oublient quelques détails: les femmes l'accepteront-elles? Et il y a la vieille loi d'airain des revenus, ex-salaires: il faudra de toute façon que le revenu du foyer permette la reproduction de la force de travail, donc le salaire restant devra être calibré à due proportion. Et, hélas pour le capital, s'occuper de sa famille ne donne pas lieu à des échanges monétaires. Il vaut mieux le faire disparaître grâce à l'augmentation du temps de travail.



À se former, à apprendre, à se cultiver à développer son savoir et ses compétences, ce qui, évidemment, bien que les patrons l'oublient, sert aussi à être plus performant, plus adaptable, plus imaginatif, plus communicatif. C'est le contraire du court-termisme si cher à la rentabilité financière immédiate. À moins que le capital ait seulement besoin d'esclaves vissés à une tache d'exécution répétitive. Ce serait fort peu compatible avec les aspects désormais largement immatériels et cognitifs de la production moderne. Et il y a un risque: que les travailleurs, voyant que leur savoir leur permet de gérer aussi bien que les patrons et les ingénieurs, pourraient bien se mettre à créer des coopératives et se passer d'eux; ou encore s'organiser pour revendiquer... C'est pourquoi le patronat a toujours milité pour le minimum de formation générale et surtout tient à l'ignorance du plus grand nombre. Ce qui est contraire au principe de justice du libéralisme utilitariste: faire le bonheur du plus grand nombre.

(1)110113

À faire des rencontres, à communiquer, à échanger des idées, à « frotter sa cervelle contre celle d'autrui »; ce qui développe l'imagination, stimule la créativité, rend apte à la discussion, procure des idées que sans cela le travailleur n'aurait pas eues. Oh, la, la! Et si ces salauds en profitaient pour se bourrer le mou de pensées démocratiques, républicaines, solidaristes? Tout ça n'est pas très « corpo » (on peut fluidifier les relations sociales avec une mentalité corpo chez les partenaires sociaux), pas très atomisant et favorable au bon vieux «diviser pour régner».

À être solidaire des autres, à s'investir dans des associations, à faire du bénévolat, toutes choses qui développent le lien social et sont nuisibles à l'individualisme consumériste et ostentatoire que propage la publicité pour vendre d'inutiles produits « dernier cri ». La réduction du temps du travail est un immense danger pour le capital. Les loisirs peuvent servir à utiliser « son temps de cerveau disponible » dans des actes contraires à l'atomisation individualiste du salariat et à la compétition par la consommation. Mais cela présente un énorme défaut aux yeux presbytes du patronat (presque bites, car le capital a les yeux de cette forme): ce n'est pas monétarisé, financiarisé, vendable.

À faire de l'autoproduction (potagers, bricolage, repas faits maison, ménage, etc.) en vue de l'autoconsommation familiale ou entre amis et voisins, à renforcer les relations de voisinage et de proximité. Heureusement, avec le travail à 18 heures par jour, le ménage ne pourra plus être fait et l'on reverra les taudis, la mort des bébés victimes de l'insalubrité et des maladies comme la tuberculose, ce qui diminuera le nombre de travailleurs disponibles. Et la mort du bricolage, outre la mort des boîtes comme Leroy Merlin, entraînera la disparition d'une source d'invention. Combien d'idées sont issues de bricoleurs du

dimanche à la sauce concours Lépine? (C)Ouille dans le capital: on n'irait plus tout le temps se faire arnaquer dans les supermarchés. Ça ne produit pas, là encore, de la demande monétaire de biens ou de services. Pensez donc: ces salopards d'oisifs pourraient même en profiter pour monter des systèmes d'échanges locaux avec leur propre monnaie d'échanges de services! Et tout cela est gratuit, ô horreur!

À faire de l'innovation gratuite comme les logiciels libres (comme Linux et à l'origine Napster), à faire circuler des idées et inventions entre internautes, à augmenter la connaissance socialisée stockée sur les fichiers informatiques ouverts à tous et que chacun peut renforcer. Mais c'est gratuit et, en outre, la porte est ouverte au piratage et à la violation des brevets et droits d'auteur.

À faire ce que le capital a gratuitement reporté sur les personnes: retraits bancaires automatiques, tri des déchets ménagers, libre service dans les hypermarchés, etc. Si on n'a plus le temps de le faire, le capital ne pourra plus supprimer les emplois correspondants et bénéficier de ce travail gratuit.

À se rendre dans la nature au lieu d'être vissé devant sa télévision; ce qui fera prendre conscience à tous que le capital chimique et l'agriculture productiviste ont détruit l'environnement et la diversité des espèces.

À voyager pour aller à la rencontre d'autres cultures et ainsi s'enrichir mutuellement tout en favorisant l'industrie aérienne, enrichissement mutuel lui-même source d'innovation et de diversité.

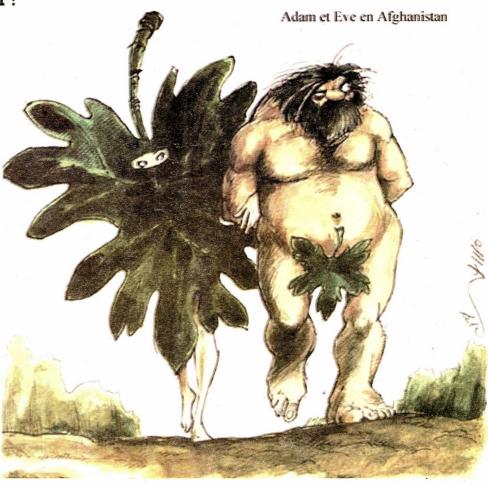
Etc. Voilà autant d'exemples de l'énorme utilité sociale et gratuite du temps hors travail; du reste ce temps est déjà exploité par les entreprises: télétravail à domicile et disponibilité totale du travailleur une fois rentré chez lui, en rendant indistincts les temps de travail et de loisirs, à grand renfort de portables en tout genre.

Comme il vient d'être concrètement démontré, l'enjeu du temps de travail n'est pas seulement économique. Il relève aussi d'une conception des rapports sociaux, de l'utilité sociale, des projets de vie. L'individualisme se nourrit de son augmentation alors que la solidarité et la coopération exigent sa diminution. Les intérêts à court terme du capital sont tout à fait contraires à ceux de long terme du salariat, des familles, de la société. Revenir au temps de travail du XIX^e siècle est donc un des moyens de restaurer une société sans solidarité. Est-ce bien raisonnable au XXIe siècle quand le savoir, l'échange, la rencontre, la discussion sont devenues les « forces productives » gratuites les plus importantes dans l'économie planétarisée? Eh oui, M. Tsarkozy, vos idées sentent le rance, le vieux, la régression (et non la rupture). Votre modèle de société est très clair: il faut en revenir à la toute-puissance du patronat. Avec vos excellents liens avec le Medef, vous êtes en bonne J. L.



Retour de voile:

un simple bout de tissu?



Patrick Schindler

RICHARD MARTINEAU, JOURNALISTE au Journal de Montréal a réveillé cet été la controverse sur le port du voile, après l'expulsion de cinq jeunes musulmanes d'une compétition sportive à Taekwondo, fin juillet. En effet, toute une frange de la presse canadienne a qualifié le voile de « simple bout de tissu inoffensif ». Ce n'est pas l'avis du journaliste qui s'est rendu à La Courneuve pour y rencontrer Mimouna Hadjam, militante féministe de l'association Africa.

Des barres d'HLM infectes

À l'occasion de sa visite en France, Richard Martineau se rend dans la Cité des 4000 de La Courneuve. Ses premières impressions: « Des barres d'HLM infectes où des centaines de familles arabes vivent entassées comme des poules, avec cette odeur d'urine dans les corridors, ces graffitis macabres : "Bienvenue en Enfer" sur les portes des ascenseurs déglingués. De plus, le voile est omniprésent à La Courneuve. Il y a des filles voilées partout. Décision personnelle ou choix volontaire? Permettez-moi d'en douter. » Sur ce constat, le journaliste canadien se laisse inviter à prendre le thé, afin d'en discuter avec des personnes qui résident dans la cité: « Il suffit de passer une journée à La Courneuve pour se rendre compte que les jeunes filles qui portent le

voile, là-bas, répondent à une pression sociale. Elles le portent pour ne pas passer pour des filles légères, pour ne pas être jugées, pour ne pas être harcelées par les jeunes garçons qui habitent les 4000...».

Respect ou soumission?

Quelle meilleure preuve par le fait, que de laisser s'exprimer les jeunes filles concernées. L'une d'elle lui confie: « Quand on porte le voile, on n'est pas embêtées, m'a dit l'une d'elles. Alors que lorsqu'on ne le porte pas, on passe pour une fille facile... » Alors, le voile, simple bout de tissu, est-il inoffensif, vraiment? Pour Mimouna Hadjam, militante féministe de l'association Africa, qui vit à La Courneuve « le voile représente plutôt (ici), un système de marquage qui différencie les bonnes et les mauvaises filles. Celles "qui veulent" et celles qui sont "dignes de respect"». Mimouna a une parfaite connaissance de la communauté musulmane. Pour elle, il n'y a pas de doute: « Le voile est tout sauf un simple bout de tissu. »

Une oppression programmée

Dans un long texte, publié sur le site féministe Sisyphe, Mimouna Hadjam s'en est déjà expliquée: « Nous sommes contre tous les foulards, qu'ils soient portés à Téhéran, à Kaboul, à Alger, à La Courneuve ou à Marseille. Qu'ils recouvrent tout ou une seule partie du corps ou totalement, tous les foulards du monde entier expriment une même chose: la soumission forcée des femmes à un programme d'oppression. Le mercredi et le samedi, on voit dans les cités des gamines, âgées de moins de 10 ans, se diriger vers les cours religieux, foulard sur la tête. Cet apprentissage du foulard se fait sous la force tranquille de l'entourage, pour amener la fillette à revendiquer son foulard vers les 14 ans, en clamant que c'est son choix! »

Un réflexe de survie

Le journaliste canadien lui demande pourquoi ces jeunes femmes musulmanes s'opposent au port du foulard: « Pour nous opposer aux intégristes, pour qui la bataille autour du foulard n'est qu'une première étape pour tester le camp des laïcs. Ensuite, leur but est d'aller plus loin pour essayer d'interdire tout simplement la mixité. » À la question, posée par Richard Martineau pour savoir si ce refus est seulement exprimé au sein limitatif de la communauté musulmane, Mimouna répond: « Nous nous opposons également aux défenseurs des droits de l'homme qui veulent, soidisant, respecter la culture des autres. »

Propos recueillis par Patrick Schindler
Groupe-claaaaaash@federation-anarchiste

Fascisme et homosexualité

Comment le fascisme, par définition sexiste, peut admettre, en son sein, une composante homosexuelle, n'en déplaise à Maxime Gorki qui affirmait en 1933: « Dans les pays fascistes, l'homosexualité, catastrophique pour la jeunesse, fleurit impunément... Faisons disparaître tous les homosexuels et le fascisme disparaîtra! » Laissons à Gorki ses délires homophobes pour retrouver dans l'histoire moderne des traces de cette cohabitation pour le moins antagoniste. Il convient de rétablir les faits...



Pathote

Groupe-claaaaaash@federation-anarchiste.org

SI LES HOMOSEXUELS ONT ÉTÉ EXTERMINÉS dans les camps nazis sous le terme « d'homocauste », il n'en demeure pas moins que le fascisme a compté parmi ses adeptes des personnalités, telles que Mishima, ou encore Brasillach. Ces deux personnages ont très mal terminé ce mariage contre nature... Le premier se faisant hara-kiri et le second, assassiné dans des circonstances encore mal définies, mais que l'on devine aisément... Pour la période nazie, l'historien L. Mosse, analyste des plus lucides du nazisme et du totalitarisme, a démontré les liens très étroits qui, pour paraphraser Otto Weininger « existent entre le sexe et le caractère ». Dans ce cas de figure, entre l'homosexualité et le caractère fasciste. Il précise le paradigme de la beauté et de la masculinité qui part de l'homosexuel Johann J. Wincklermann pour arriver, par exemple, à Arno Breker, l'artiste nationalsocialiste par excellence, ou à Albert Speer, l'architecte du Führer... Une façon de reposer le problème de l'esthétique de l'époque classique (se souvenir des discussions philosophiques du Simposium de Platon), contre l'édifice idéologique et les rapports sociaux et interpersonnels, donc aussi sexuels.

Retour aux années brunes

La forte présence homosexuelle dans les rangs nazis et même dans ses hauts rangs, est désormais établie. Ce n'est pas un hasard si Heinrich Himmler, chef des SS et second couteau d'Adolf Hitler a dû, en 1937, réunir à huis clos l'état-major de ses Schutz Staffeln et des plus

hauts pontes nazis pour leur tenir un discours au titre sans équivoque: « Dangers raciaux et biologiques de l'homosexualité ». On sait que Himmler était de notoriété publique particulièrement homophobe. Pour autant, si l'on dépasse cet état de phobie ou d'obsession personnelle, il n'en demeure pas moins que dans les faits, les paroles du chef des SS nous indiquent à quel point la présence de l'homosexualité dans la société nazie était importante, notamment dans les rangs même des organisations militaires et politiques du Parti. Si la doctrine nazie n'encourageait pas l'homosexualité, certains de ses principes et idéaux tout comme certaines de ses structures organisationnelles (les corps de jeunesse) aidèrent indirectement, dans certains cas, à la promouvoir. On assiste à ce paradoxe: d'un côté, un leader comme Himmler veut à tout prix faire de l'Allemagne un Männerstaat, un État d'hommes, « symbole du nationalisme agressif fondé sur l'idée de la masculinité », sur le modèle du Männerbund. Certains mouvements de jeunesse prénazie vont dans ce sens, à commencer par les Wandervogel (les oiseaux migrateurs), scouts créés à Berlin en 1896 et qui se répandent rapidement à travers toute l'Allemagne. Curieusement, d'un autre côté et à la même époque, sévit Adolf Brand, un autre personnage inquiétant d'extrême droite et antisémite, fondateur du premier périodique homosexuel de l'histoire, Der Eigene (le spécial) et de la Germeinschaft der Eigenen (la communauté des spéciaux), une sorte de mouvement scout semblable aux Wadervogel,







au sein duquel l'amour entre garçons était considéré comme une composante essentielle de la virilité. De fait, ces préceptes imprègnent la Hitlerjugend, (la Jeunesse hitlérienne). De fil en aiguille, le ver entre dans le fruit : dans ce mouvement voué à la lutte contre la dégénérescence et par voie de conséquence contre l'homosexualité, on en observe de nombreux cas (selon les statistiques de l'époque). Tous les jeunes ne passaient pas le temps de leur adolescence dans les organisations de jeunesse, beaucoup passaient rapidement à l'activité politique et à la pratique de la violence en adhérant à d'autres organisations, comme les SA, Section d'assaut, passées à la postérité pour leur brutalité et les innombrables actes de violence qu'ils ont perpétrés sur les opposants au régime. Leur principal leader, qui consolide le rôle et le pouvoir des SA, est Ernst Rohm, homosexuel notoire. En 1934, un règlement de comptes interne au parti nazi en sonne la fin, sous le nom de « La nuit des longs couteaux. » Épisode présenté par Hitler comme « un acte de devoir afin de mettre fin à un scandale qui risquait de compromettre l'image et l'autorité du régime ». En effet, Hitler ne supporte pas l'idée d'une homosexualité non virile, qui sera allègrement reprise et véhiculée jusqu'à nos jours...

Du « beau monde » brun en France

Durant la montée nazie, une pléthore d'écrivains fascistes et publicistes collaborationnistes s'inscrit dans le paysage français. On peut citer entre autres, Drieu La Rochelle, Sachs, Brasillach, Rebatet, sans oublier Chardonne, Bardèche et Morand. Leur acquisition à la cause est sans ambiguïté. En revanche, Ivan Jablonka dans Les Vérités inavouables de Jean Genet évoque l'ambiguité de ce personnage dont la mémoire collective a surtout retenu l'engagement en faveur des nationalistes algériens, puis des Palestiniens, mais passe sous silence certaines de ses envolées lyriques à la gloire de la SS notamment, dans son roman Pompes funèbres, écrit en 1944 et publié anonymement en 1947. Y figure une apologie des SS, d'Hitler, de la milice ou d'une tuerie commise par les trois rassemblés. Cela ne l'empêche pas par ailleurs d'y dépeindre Hitler comme « une vieille tante maquillée, grotesque et hystérique ». Une objection facile consisterait à faire valoir que Genet, homosexuel notoire, ne pouvait pas prendre parti pour un régime qui aurait pu le persécuter, puisque aussi bien il a réduit au silence Magnus Hirschfeld, l'auteur de Homosexuels de Berlin: le troisième sexe et déporté ceux qu'il considérait comme des dégénérés. Pourtant, il pourrait parfaitement être identifié, à l'inverse, aux bénéficiaires objectifs du régime: chômeurs auxquels le Reich redonne emploi et dignité, prisonniers de droit commun promus au rang de kapos dans les camps, etc. De fait, on peut se demander si la fascination de Genet pour le nazisme procède d'une empathie pour les vaincus, que ce soit les exclus du système scolaire ou du capitalisme en crise, que ce soit les nazis ou les miliciens français en déroute à partir de 1944, ou si elle dérive d'une adhésion positive aux valeurs promues par Mussolini et Hitler après la fin de la Première Guerre mondiale. S'agit-il encore d'un élan amoureux vers la supposée virilité nazie? Faut-il, compte tenu du changement de statut de Genet entre 1942 et 1944, considérer non plus sa position dans le champ social global, mais sa subordination aux strictes jeux artistiques, alors que, nouveau venu dans le champ littéraire, il subit comme les autres écrivains le poids des logiques non politiques à l'œuvre dans les prises de position les plus politiques?

La République de Salò en Italie?

À la différence du nazisme, le fascisme italien ne s'est jamais distingué par des liens noués avec l'homosexualité, catholicisme oblige... Pour autant, dans le cadre préfasciste, il convient de rappeler l'entreprise de Fiume de Gabriele d'Annunzio. Pour autant, en ce qui concerne l'Italie fasciste, on ne trouve aucune trace de relations particulières entre les mouvements néofascistes et homosexuels, tout au moins jusqu'à la défaite nazie et donc la chute du dernier rempart mussolinien: la République sociale italienne ou RSI, également appelée République de Salò. État d'inspiration fasciste fondé par Benito Mussolini en Italie du centre et du nord le 23 septembre 1943, dans les zones contrôlées par la Wehrmacht de l'armée allemande, à la suite de son arrestation le 25 juillet 1943, puis de l'action de commando menée le 12 septembre suivant par Otto Skorzeny pour délivrer l'ancien Duce. Ce régime parvint à se maintenir jusqu'en avril 1945. Le 27 avril 1945, le dirigeant fasciste est arrêté à Dongo par des partisans communistes et sommairement abattu le lendemain en compagnie de sa maîtresse, Clara Petacci. Après la guerre, les fascistes se regroupèrent dans un Mouvement social italien ou MSI, dont le nom s'inspire directement de la République sociale. Pour le cinéaste Pier Paolo Pasolini, Salò est à l'Italie ce que le régime de Vichy est à la France, un État sans réelle légitimité. Royaume de toutes les décadences, ce minuscule État fut en son temps le symbole d'un pays tortionnaire et d'un régime corrompu. Théâtre de toutes les injustices, il fut également le lieu de tortures immondes et notamment perpétrées sur des homosexuels. Système concentrationnaire qui prévoyait l'avilissement le plus total de l'être humain et la domination de maîtres dégénérés, ne négligeant pas l'homosexualité, mais sous une forme morbide et destructrice de la dignité humaine.

Sources: Ivan Jablonka, les Vérités inavouable de Jean Genet et numéro d'été 2007 de Libertaria.

Merci à Barbara de la bibliothèque La Rue pour sa traduction de l'italien...

La privatisation de la guerre

Cet article est un extrait de *Cause Commune n° 17*, journal de la Nefac francophone : la fédération des communistes libertaires du nord-est, au Canada et aux États-Unis.

RÉCEMMENT, LES MÉDIAS BOURGEOIS ont parlé abondamment d'un incident survenu en Irak impliquant la « compagnie de sécurité privée » américaine Blackwater USA. Cette firme aurait, selon de nombreux témoins, ouvert le feu sur une foule à Bagdad, tuant dix-sept civils. En fait, selon le Pentagone, les civils n'étaient pas armés et les employés de la firme auraient ouvert le feu sans raison. Selon le New York Times¹ et de nombreux journaux, cette firme aurait été impliquée dans plus de deux cents incidents de ce type depuis 2005.

Blackwater USA est l'une des nombreuses firmes ayant des contrats avec le gouvernement américain en Irak, afin d'assurer différentes fonctions pouvant aller de l'intendance à la construction d'infrastructures, jusqu'aux opérations militaires les plus spécialisées telles celles pouvant impliquer du nucléaire ou même du sabotage de sous-marins²! Cette firme fait partie de l'International Peace Operations Association, qui est une association américaine représentant les intérêts des plus gros joueurs de « l'industrie de la paix et de la stabilité », selon leurs propres mots. Plus de quarante-deux compagnies de cette association sont présentes en Irak, dont DynCorp International LLC, Blackwater USA et Triple Canopy Inc.

Concrètement, ce groupe assure la logistique et un soutien militaire. Ce n'est ni plus ni moins qu'une coalition de mercenaires privés. Ces firmes auraient reçu officiellement, depuis le début de l'invasion irakienne, près de quatre milliards de dollars de contrats. Blackwater, à elle seule, a reçu environ un milliard de dollars. Ces compagnies fournissent actuellement 180000 mercenaires en territoire irakien. De ceux-ci, 50000 seraient directement impliqués dans des opérations militaires, ce qui fait d'eux la deuxième force militaire en importance en Irak, dépassant même en nombre les militaires britanniques. Il est aussi intéressant de constater que, pour la seule année 2001, les dix plus grandes compagnies de sécurité américaines ont donné 32 millions de dollars en contributions électorales et opérations de lobbying au gouvernement américain3. Par ailleurs, un rapport récent soumis au Congrès américain définit les employés de ces firmes comme des mercenaires, et non des combattants, puisqu'ils ne sont pas membres d'une armée sous la chaîne de commandement d'un des belligérants. Si

ces mercenaires sont capturés, ils ne sont donc pas considérés comme des prisonniers de guerre, mais bien des civils armés, selon la Convention de Genève⁴. Mais ne soyez pas inquiets, certains de ces mercenaires auraient été payés jusqu'à 1000 dollars par jour pour



faire leur sale boulot!

Un article du Guardian du 6 mars 2004 rapporte que Blackwater USA aurait ramené à son camp d'entraînement, en Caroline, un commando de soixante mercenaires chiliens qui auraient pour la plupart été entraînés sous le gouvernement Pinochet. Par ailleurs, des soldats provenant entre autres de la Bosnie et des Philippines auraient aussi été recrutés, ce qui est grandement significatif, si on considère l'histoire récente de massacres et de tortures dans ces pays. Pour un gouvernement, qui se défend de pratiquer la torture en Irak, ses sélections d'employés contractuels laissent présager le pire.

Le néolibéralisme étant ce qu'il est, la privatisation du conflit est avantageuse pour le gouvernement américain. En effet, elle permet de diminuer son implication militaire et de minimiser ses pertes en soldats, puisque les mercenaires des compagnies qui sont tués ne sont pas comptabilisés en pertes par le Pentagone lors des opérations militaires. La seule attaque sur Fallujah, en 2004, aurait

impliqué la mort de quarante « civils » américains qui étaient en fait des mercenaires lourdement armés. Officiellement, ceux-ci étaient responsables de l'acheminement de la nourriture aux populations touchées par les attaques. De plus, ces implications non officielles dans de nombreux autres conflits partout sur la planète, tel qu'au Libéria, au Rwanda, en Bosnie, au Pakistan et dans différents pays d'Amérique latine, dont la Colombie, permettent aux États-Unis de décliner toute responsabilité à propos des violations de la Convention de Genève, puisque leur armée n'est pas directement impliquée².

Concrètement, la principale mission de ces mercenaires en Irak est de semer le chaos dans différentes zones, afin de justifier les interventions brutales des GI's américains. De toute façon, que ces soldats soient de l'armée régulière ou des mercenaires, ce seront toujours les populations civiles qui paieront de leur sang l'avidité du capitalisme.

En tant que communistes libertaires, l'utilisation de ces mercenaires ne peut que nous rappeler l'utilisation par Franco, avant et durant la révolution espagnole, des légionnaires marocains et maures connus pour leur cruauté. Lorsqu'en octobre 1934, les mineurs des Asturies se soulevèrent contre la perspective de l'arrivée au pouvoir de la droite, ce sont ces mercenaires qui écraseront dans un bain de sang, en douze jours, l'insurrection ouvrière. Même si ces conflits n'ont rien en commun, la logique du capitalisme privé et de l'industrie de la mort qui est nécessaire et essentielle au maintien du capitalisme moderne, est toujours la même. La guerre est une « business » dont les grands capitalistes auront toujours besoin afin de maximiser leurs profits et d'étendre toujours plus leurs

Pas de guerre entre les peuples, pas de paix entre les classes!

Jocelyne

Groupe La rue râle de la Fédération anarchiste

^{1.} The New York Times, 14 oct., 2007

^{2.} Mother Jones May, June 2003.

^{3.} www.radiocanada.ca/nouvelles/International/2007/10/05/003-blackw

^{4.} Private Security Contractors in Irak: Background, Legal Status, and Other Issues. CRS, July 11, 2007.

Le vrai but d'Annapolis et pourquoi il a échoué

Ramzy Baroud*



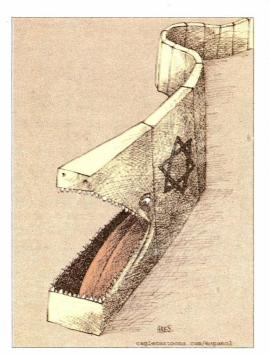
LA CONFÉRENCE DE PAIX À ANNAPOLIS, dans le Maryland, sponsorisée par les États-Unis, n'a été ni un succès ni un échec si on accepte que son prétendu objectif fût de « faire la paix. »

D'un point de vue américain, la réunion a été, au mieux, une manœuvre diplomatique de la part de l'administration Bush, une dernière tentative de devenir pertinent dans une région qui lui échappe de plus en plus, et, au pire, la conférence a été une parodie désespérée de relations publiques dans le but de convaincre le peuple américain que le programme du gouvernement d'instaurer la démocratie et la paix au Proche-Orient se déroule sans problème. Dans les deux cas, la conférence a été une distraction, nécessaire mais brève, de la critique grandissante de la guerre en Irak comme « cauchemar » sans fin.

Les commentaires employés par Bush à Annapolis suggèrent qu'il jouait exactement le rôle qu'Israël attendait de lui. L'importance qu'il a accordée à l'identité juive d'Israël, elle-

même étant une violation flagrante des principes du sécularisme, a semblé être plus qu'un petit geste pour apaiser les inquiétudes d'Israël et ses supporteurs aux États-Unis; c'était en fait l'acceptation subtile du nettoyage ethnique qui définit toujours le traitement des palestiniens par l'État israélien. Après tout, des millions de Palestiniens ont depuis des décennies été expulsés de leurs terres sans autre raison que de ne pas être juifs, tandis que des millions de juifs du monde entier sont « ré- » intégrés en Israël – un pays où ils n'ont jamais habité, avec lequel ils n'ont aucun lien. Est-ce possible que Bush ne soit pas au courant de cela lorsqu'il a mis l'accent sur le besoin d'un État juif? On en doute.

Alors de quelle sorte de processus de paix parle-t-on? Selon toute définition raisonnable, faire la paix se fait normalement pour résoudre des problèmes entre antagonistes; les amis n'ont pas besoin de « négocier » par des « initiatives » et des « compromis doulou-



reux » pour trouver un « terrain commun. » Tandis que les Israéliens et les Palestiniens ont un besoin urgent que la paix remplace les hostilités causées par l'occupation militaire illégale d'Israël, le président de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas et le premier Ministre Ehud Olmert sont loin d'être des « ennemis » pris dans un État d'« hostilité » dont chacun a besoin de s'échapper. Dans plusieurs sens, les deux sont assiégés individuellement et chacun fait sa propre guerre — mais pas l'un contre l'autre. Au mieux, Abbas et Olmert sont dans un état de symbiose politique, de dépendance mutuelle qui frôle, assez étrangement, la solidarité.

Pour les deux dirigeants, Annapolis était la scène parfaite pour alléger leurs malheurs individuels. Abbas avait besoin de l'approbation internationale après sa réponse non constitutionnelle aux confrontations avec le Hamas à Gaza. Assez impopulaire parmi les Palestiniens, la survie de son régime reste totalement dépendante de ses capacités à soutenir le système de patronage de son autorité en Cisjordanie. Sans fonds internationaux, approbation américaine, et permission israélienne, Abbas ne peut régner sur son empire népotiste, lui-même sous occupation militaire israélienne. Il lui faut ainsi maintenir l'équilibre, et personne ne peut s'attendre à ce qu'il exaspère Israël en posant des revendications sérieuses lors des négociations prévues à partir du 12 décembre.

À la tête d'une coalition instable, Olmert se trouve face à deux réalités difficiles: d'une part, il n'a aucun mandat pour faire des « compromis » (douloureux ou autres) et, d'autre part, le fait est que la solution de deux États est sur le bord de devenir obsolète. Dans un moment rare de franchise, il a exprimé ses peurs dans une interview avec le quotidien Hauretz lors de son retour d'Annapolis. « Le jour viendra où la solution des deux États s'effondrera et nous serons face à une lutte comme en Afrique du Sud pour l'égalité dans le droit de vote... Ce moment venu, l'État d'Israël (comme un État exclusivement juif) sera fini. »

Rétrospectivement, ceci nous aide à comprendre l'insistance de Bush sur l'identité juive d'Israël.

L'ironie est que ce sont les mêmes qui ont jadis considéré la reconnaissance du mot « Palestine » comme blasphème et antisémite, qui sont aujourd'hui pour la création d'un État palestinien. David A. Harris, directeur général du American Jewish Committee, l'a dit au Los Angeles Times du 30 novembre en insistant bien sur le fait que la solution des deux États doit être qualifiée de « Deux États-nation ». Ce ne sont pas que deux États, ce sont deux Étatsnation. Un État juif appelé Israël et un État palestinien arabe appelé Palestine. C'est le langage utilisé par le premier Ministre Olmert, la ministre des Affaires Étrangères Livni, celui que le président Bush a adopté, et (qui a aussi été utilisé par) le président Sarkozy pour la France. »

Olmert, comme tant de dirigeants israéliens et sionistes (contrairement aux juifs non sionistes qui refusent d'adhérer à ces idées archaïques), se rend de plus en plus compte que l'euphorie colonisatrice d'Israël échoue; le refus de définir les frontières d'Israël – laissées ouvertes dans l'espoir d'une expansion territoriale – fait en sorte qu'Israël ne peut arriver à la domination des arabes par les juifs tout en continuant à prétendre s'appeler une démocratie. Il n'y a pas grand doute que les mauvais choix faits par Israël par le passé sont aujourd'hui irréversibles, et que la lutte à venir sera une lutte d'égalité à l'intérieur d'un seul État.

Plutôt qu'être un pas dans une bonne ou une mauvaise direction vers la paix entre deux parties en conflit, Annapolis a été la scène pour beaucoup de mots doux, campagnes d'attentes et de clips de dirigeants avec des motivations pressantes. Le porte-parole d'Olmert a dit aux journalistes qu'Annapolis apportait « de l'espoir... de l'espoir prudent, mais de l'espoir », mais ni l'espoir ni la fin de sept ans d'impasse – tel que prophétisé par le négociateur palestinien Saeb Erekat – ne sont d'actualité ici. La réunion et l'année de « négociations » qui doit s'ensuivre font partie de la dernière tentative d'Israël de « préserver » son identité juive et de créer des Bantoustans palestiniens de style sud-africain. Certes, les Palestiniens auront, s'il le faut, la liberté de donner le nom qu'ils veulent à de tels îlots déconnectés et de hisser leur drapeau à l'intérieur de ces entités enclavés, mais rien de plus.

Bien que Bush et Abbas soient des collaborateurs volontaires de cette démarche antidémocratique, c'est aux Israéliens eux-mêmes de se rendre compte que leur pays est enfoncé jusqu'aux genoux dans l'Apartheid, que rien n'est suffisamment important pour sauver une démocratie de sélection raciale, et qu'il faut une vraie démocratie. Le moment est venu pour que des personnes comme Harris arrêtent de parler de « deux-espace-États-espacenation » ou d'autres absurdités, et s'investissent enfin dans des efforts pour trouver une formule qui garantisse paix, justice et sécurité aux Palestiniens et aux Israéliens, sans oublier la responsabilité historique d'Israël sur le sort et la dépossession des Palestiniens.

R.B.

^{*.} Traduit de l'anglais par le secrétariat aux Relations internationales de la FA, avec la permission de l'auteur.

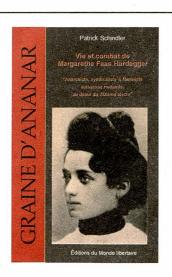
Ramzy Baroud est un auteur et le rédacteur en chef de Palestine Chronicle.com. Ses articles sont parus dans des journaux et revues dans le monde entier. Son dernier ouvrage s'intitule The Second Palestinian Intifada: A Chronicle of a People's Struggle (Pluto Press, London).

Luttes d'une vie

Anarchiste, syndicaliste, féministe & suisse au début du xxº siècle



Christophe Tzotzis



Vie et combat de Margarethe Faas Hardegger, anarchiste, syndicaliste & féministe suisse au début du xxe siècle, de Patrick Schindler, aux Editions du Monde libertaire, 8 euros, disponible à la Librairie du Monde libertaire 145, rue Amelot 75011 Paris.

LES ÉDITIONS DU MONDE LIBERTAIRE éditent un ouvrage de Patrick Schindler dédié à Margarethe Faas Hardegger dans la collection Graine d'Ananar. Son auteur explique l'origine de la brochure: « A ce jour, aucune biographie complète en langue française ne lui a été consacrée. Je suis tombé par hasard sur la réédition des 18 numéros de l'Exploitée par le CIRA ». Il décide alors d'entreprendre une réhabilitation de sa mémoire, afin qu'elle retrouve: «en tant que militante syndicale féministe et anarchiste, sa juste place, auprès des ses camarades du combat pour la sociale ». Une façon de nous poser la question de la place qui revient aujourd'hui aux femmes, après les avancées des luttes féministes des années 1970, mais également, dans les espaces de nos organisations anarchistes et anarchosyndicalistes. En effet, qu'est-ce qui a fondamentalement changé aujourd'hui?

Une vie, des luttes

Margarethe Faas Hardegger voit le jour en 1882, dans le canton de Berne, en Suisse romande. Alors que son cycle d'études à l'école obligatoire s'achève, sa famille décide de l'envoyer dans un pensionnat, en Suisse francophone « afin de lui faire passer son goût et son esprit de contradiction, ses bourdes socialistes! » Margarethe explique dans une de ses rares notes autobiographiques que cette décision familiale a « un effet tout à fait contraire à celui escompté par ses parents ».

Après avoir travaillé quelque temps aux PTT suisses, elle décide, alors qu'elle est déjà mère de famille, de se lancer dans des études de médecine. Mais, cette fonction la décoit rapidement: « Tout le savoir du médecin est infructueux, si la cause de toute maladie [...] n'est pas supprimée: elle a pour nom la misère! ». Elle change de stratégie et décide d'entreprendre des études de droit, une discipline qui, selon elle, apporte « l'avantage de pouvoir être concrètement utilisée au vrai profit de l'humanité ». Durant cette période, que l'on peut dater vers l'année 1904, Magarethe organise des cercles de discussions, apporte, non seulement sa contribution à la création de syndicats, mais participe également aux négociations et est présente, lors des conflits sociaux. C'est à cette occasion qu'elle tombe sur une annonce de la Fédération suisse des Syndicats professionnels (rebaptisée plus tard l'Union des syndicats suisses, l'USS), qui propose par concours, un poste de secrétaire, ouvert à des candidatures féminines, par décision du congrès. A cette époque, les hommes syndiqués ne voient pas forcément d'un bon œil l'organisation des femmes car ils y trouvent comme un arrière-goût de concurrence... Cependant, ne se sentant pas capable de répondre à leurs revendications spécifiques, notamment sur les problèmes sociaux et familiaux qui les concernent, les instances syndicales décident de confier ce rôle à une femme. Margarethe Faas obtient le poste et prend à

cœur la fonction. Elle annonce clairement son projet fondamental: combler un manque au niveau de la condition féminine. C'est en 1906 que paraît le premier numéro de Die Vorkëmpferin, l'ancêtre de L'Exploitée. Puis, à l'occasion de la célébration du premier mai de l'année suivante, en 1907, à la suite de la grève générale du canton de Vaud, paraît le premier numéro de L'Exploitée en langue francophone. Il est tiré à 10000 exemplaires! Dès sa création, le mensuel apporte un ton nouveau dans le monde syndical. Une vision souvent éloignée de celle des hommes, qui souhaitent se polariser sur la seule lutte syndicale et préfèrent laisser aux femmes, les autres aspects attenants de la réalité sociale... C'est sans surprise qu'on aperçoit la principale préoccupation des femmes de cette époque, après la dénonciation de leurs conditions de travail. Il s'agit de la mise en avant d'une autre réalité, celle de la procréation, sans avoir la possibilité de recourir aux méthodes, dites alors anticonceptionnelles. Plus d'une fois, Margarethe reprend l'expression de ses contemporaines qui ne supportent plus d'être forcées à la prostitution légale, représentée par le mariage. Quand encore, la misère et le trop grand nombre d'enfants non désirés ne les poussent pas, afin de pouvoir les nourrir, sur le trottoir, ce qui n'est pas exception. Une situation qui alors, les marginalise totalement, tandis que, selon les propos de Margarethe « les raisons qui les ont poussées vers cette ultime solution ne sont jamais évoquées et encore moins analysées par les penseurs de son temps, en général des hommes! » Margarethe n'aime pas plus, les bourgeoises privilégiées disposant, elles, d'un accès plus facile au contrôle des naissances et n'ayant pas à se soucier des contraintes quotidiennes, si lourdes pour les ouvrières, mères en moyenne d'une douzaine d'enfants à charge à cette époque...

Conflit avec les syndicats

Après un an d'existence, la revue L'Exploitée est très mal vue par la Comité central du syndicat suisse des Ouvrières. En effet, outre d'y revendiquer le droit des femmes à se saisir de leur destin, Margarethe ouvre les colonnes à un autre choix: l'action directe. De plus, elle lance un défi aux suffragettes, issues des milieux bourgeois, qui ne remettent pas fondamentalement en question l'engagement propre des femmes syndiquées. Margarethe leur oppose le fondement de son combat global: « Il faut procéder à l'expropriation - non pas dans un avenir lointain, mais aujourd'hui, chaque jour l'expropriation quotidienne dans la mesure de notre force et de notre intelligence. Voilà le but pour lequel nous nous réunissons avec les hommes qui veulent la même chose que nous. Eux sont un peu plus forts que nous - nous avons un peu plus de ruse. Nous réunissons nos forces pour arriver plus vite. Oui, il y a, chères camarades de la plume, des chiennes domestiques et des chiennes sauvages. Les chiennes sauvages ressemblent de bien près

aux louves. » Et elle passe à l'action. Très vite ses positions l'opposent à la direction du mouvement ouvrier, Margarethe Faas Hardegger est licenciée. Marie Walter-Hüni lui succède et prône l'intégration des associations d'ouvrières dans le mouvement général. Pourtant, durant la journée dédiée aux déléguées de la Fédération suisse des ouvrières, les participantes refusent l'intégration de leur fédération dans l'Union syndicale suisse et par voie de conséquence, au sein du Parti socialiste suisse. Pour sa part, enfin affranchie du contrôle du Comité central, Margarethe n'en continue pas moins à faire vivre et propager ses convictions anarchistes. Ainsi, libre de toute attache, elle continue, sa vie durant, à se battre pour la justice sociale. Dans les années 1950, elle récolte des signatures pour l'interdiction des armes nucléaires et en 1959 elle organise une vaste campagne pour le suffrage féminin. Elle divorcera deux fois et sera mère de deux filles. Elle meurt en 1963. Grâce à son énergie et sa ténacité, au moment de sa démission de la revue L'Exploitée, 7 400 femmes travailleuses suissesses ont rejoint un syndicat. Elles représentent alors, 10 % des effectifs totaux (contre 1,5 % à la naissance de la revue). Quelques années plus tard, comme un écho, paraît à New York The Woman Rebel, autre revue créée par Margaret Sanger, militante en faveur de la contraception et également oubliée des anarchistes... Son avertissement paru dans le premier numéro de la revue américaine ressemble étrangement aux appels maintes fois publiés dans les dixhuit numéros de l'Exploitée:

> Les femmes rebelles réclament: Le droit à la paresse, Le droit d'être mère célibataire, Le droit de détruire, le droit de créer, Le droit d'aimer, Le droit de vivre

Le droit des femmes

Après avoir été tant de fois discutée, abandonnée puis reprise avec force, la question du droit des femmes reste encore le fond de la destinée sociale. Depuis quelque temps, elle préoccupe toujours plus les esprits dans les nations civilisées. De tous côtés, on s'élève contre le régime d'assujettissement et d'exclusion dont les femmes sont victimes dans tous les domaines et particulièrement dans celui des questions sociales. [...] Les lois et l'opinion font de la femme une personne d'ordre inférieur, qui ne sert qu'à obéir à l'homme. La femme ne jouit d'aucune des libertés que son compagnon d'infortune possède. Si l'égalité entre les deux sexes existait, la partie la plus sombre de cette question sociale serait ainsi résolue. Le prolétaire est malheureux, mais il y a quelqu'un de plus malheureux que lui: c'est la femme ou la fille du prolétaire. Améliorer le sort de la femme, c'est améliorer le sort de l'humanité. Si la femme a un sort malheureux, si elle n'est qu'un être subordonné, c'est en grande partie de sa faute. Elle ne sait pas se révolter. Suggestionnée par l'homme, ne

voyant autour d'elle que des femmes esclaves comme elle, elle ne se rend pas compte du triste état de son énergie et de sa volonté personnelle. La femme doit se révolter, crier à l'injustice, avoir le cœur plein de haine pour ceux qui l'exploitent et alors, quand tous ces cris monteront en un tumulte assourdissant, peut-être l'homme se doutera-t-il que, dans la vie, il a à côté de lui un être qui souffre, qui peine, qui gémit. Ce sera le moment de placer une femme dans son cadre naturel, de lui donner les droits dont l'homme l'a toujours frustrée et de faire d'elle un être raisonnant, pensant, agissant, tout comme son compagnon. Mais, il ne suffit pas de crier à l'injustice, il faut savoir d'où elle vient, quels sont ses précédents. Il faut également savoir par quoi on la remplacera, car, d'après une formule connue: «On ne détruit sûrement que ce qu'on remplace.» Pour cela, il faut comprendre comment il se fait que les choses sont ce qu'elles sont. La réalisation de la justice peut très bien être poursuivie sans que cela nuise aux progrès accomplis jusque-là, mais il faut qu'elle se fasse par une suite d'affirmations et non par une série de négations. La femme a des droits; c'est un fait incontestable. Lesquels? Voilà où la question semble se compliquer. Pourtant, rien n'est plus simple: Il faut que la femme doit avoir les mêmes droits que l'homme. Du moment qu'elle est sur la Terre pour travailler, souffrir, peiner, elle doit y être pour recueillir le résultat de ses peines, pour jouir des rares bienfaits que la vie donne. Les hommes se réunissent en syndicats pour défendre leurs intérêts communs. Pourquoi les femmes ne le feraient-elles pas toutes? Pourquoi supporteraient-elles de végéter continuellement au point de devoir se dégrader et d'aller jusqu'à vendre leur corps pour satisfaire leur faim? La femme doit refuser d'être l'esclave du monde actuel et se préparer à devenir la compagne de l'homme dans la société future. Si elle n'a pas la force, elle a le nombre et l'union fait la force. On raconte, parmi les absurdités que rapportent les livres d'histoire, le courage des femmes suisses en maintes occasions. On nous dit qu'elles se sont battues comme des tigresses pour défendre leur misérable sol! Pourquoi donc, de nos jours, la femme ne se défendraient-elles pas aussi comme ces vaillantes pour revendiquer leurs droits qui, certes, valent davantage qu'un bout de terrain ou qu'une loque au haut d'une perche. La belle devise «Liberté Égalité Fraternité» devrait non seulement être pour les hommes, mais pour tous ceux qui vivent, qui travaillent, qui luttent. La conclusion des luttes de la femme doit être son affranchissement. Le passé nous raconte son long esclavage, l'avenir nous promet plus que cela, nous fait entrevoir la liberté. « Chimère! Dira-t-on peut-être, mais je répète: la justice est en route; elle vient! »

Un ouvrage à dévorer... Qui redonne la pêche, surtout en ces tristes temps de renoncements aux droits âprement acquis... C.P.

Utopies d'hier et de demain

A l'occasion de la parution de la brochure Changer son point de vue: quelques utopies anarcholittéraires d'il y a un siècle, aux Éditions du Monde libertaire, Fred, l'éditeur, retranscrit ici un entretien entre l'auteure, Caroline Granier, Michel Antony, le préfacier et lui-même.

Fred (Éditions du Monde libertaire):

Le rôle et la fonction des Éditions du Monde libertaire est de proposer des textes de réflexion, de revendication, des témoignages de luttes, des études historiques, etc. Tout ce qui participe de la culture libertaire. Le texte de Caroline Granier avait donc toute sa place dans cette démarche à la fois historique et qui ouvre des perspectives sur la compréhension de la pensée anarchiste, sur la représentation du monde qui est la nôtre.

Les anarchistes se sont souvent vus taxés d'utopistes ou de poseurs de bombes. Entre ces deux images figées, point de salut. Soit de doux rêveurs, soit des monstres sanguinaires. Ta brochure, Caroline, permet fort heureusement de revisiter notre imaginaire, notre utopie.

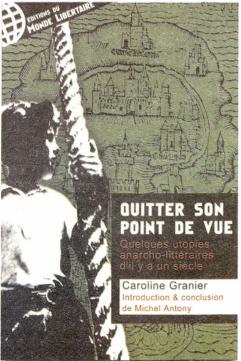
Caroline Granier (auteure de la brochure):

L'idée de réunir ces textes m'est venue en faisant des recherches universitaires sur les écrivains anarchistes de la fin du XIXe siècle. Je suis tombée sur des ouvrages que je trouvais passionnants et qui étaient totalement méconnus, sauf de quelques spécialistes de la période. J'avais envie d'en parler et de montrer en quoi, encore aujourd'hui, ils peuvent nous faire réfléchir. Le thème de l'utopie me semblait intéressant, car nous sommes dans une période où les possibles se restreignent: la plupart des jeunes ne pensent même pas à revendiquer les 35 heures, alors comment oseraient-ils rêver aux deux heures de travail par jour, et hors salariat en plus! J'ai donc sélectionné six romans qui parlent d'autres possibles, pour montrer en quoi ces fictions permettent de « décoloniser notre imaginaire », pour reprendre l'expression de S. Latouche! C'est en essayant de mieux cerner cette notion d'utopie que j'ai fait ta connaissance, Michel; on a eu plusieurs échanges sur ce sujet.

Michel Antony (spécialiste de l'utopie anarchiste):

Il est vrai que l'utopie est multiforme: de l'écrit littéraire de fiction, à l'occupation d'une usine, de la pratique de l'éducation antiautoritaire à l'autogestion d'un squat ou centre social, des efforts de changer de mode de vie des communautés ou colonies ou kibboutzim, de la démocratie directe d'une association ou d'une section syndicale à la rêverie du poète, de l'usage démocratique et participatif du Net aux autoconstructions de logements... tous les penseurs et militants vivent, pratiquent, proposent... l'utopie au moins partiellement. Certes, en milieu libertaire et/ou anarchiste, elle a souvent été soit décriée (une fuite de l'action immédiate! Une trahison en quelque sorte — terribles mots de Malatesta), soit assumée (Rossi et la Cecilia au Brésil...). Il n'en demeure pas moins que les anarchistes y ont eu recours très souvent, comme une forme de propagande par le fait (les expérimentations, les groupes affinitaires et culturels...), comme une volonté de tenter l'alternative révolutionnaire (inoubliables communistes libertaires ibériques, si prolixes en tentatives expérimentales et pour la rédaction de leurs brochures), comme ébauche d'un projet timide, modeste et prudent qui doit être peaufiné et assumé par les générations futures, mais projet utopique tout de même!

Or la plupart des anarchistes, mais également la plupart des historiens de l'utopie, ignorent ou minimisent cette dimension libertaire de l'utopie. Je me suis donc attelé à un travail gigantesque, de recherches de toutes les formes d'utopies libertaires, acceptées ou non par les anarchistes. J'ai ensuite cherché à préciser les positions des penseurs et du mouvement anarchiste sur l'utopie, et d'aborder la notion d'anarchie prise comme forme de l'utopie. Et je me suis rendu compte



qu'à part de rares personnalités, la plupart des anarchistes eux-mêmes sont restés dans l'approximation, la condamnation péremptoire ou l'oubli de leur histoire si riche et si diversifiée, si souvent utopique au bon sens du terme: celui de vouloir une alternative, un « monde nouveau », une autre société où l'individu ne serait pas écrasé par un collectif et en serait respecté.

D'où une volonté de reprendre mes notes qui dataient de mes recherches universitaires et militantes sur l'autogestion (inoubliable rencontre avec Daniel Guérin il y a bien longtemps au début des années 1970) et de mettre sur le Net mes dossiers thématiques, mes bibliographies, mes filmographies... D'où des amateurs, des militants, des chercheurs qui me contactent, me critiquent, m'apportent leur concours, comme toi, Caroline... Un site qui évolue, s'enrichit, notamment grâce aux dernières publications des Éditions libertaires... et qui est souvent utilisé ou pillé. Tant mieux, il vit.

Il est toujours sur le site que j'avais aidé à monter en 1995 avec cette adresse bizarre: artic.avec-besancon.fr/histoire_géographie/new_look/Ress_thematiq/thematiq/utopies.htm

Caroline:

J'ai abordé dans la brochure un texte du militant anarchiste Jean Grave, Terre libre (1905) qui imagine comment des militants politiques condamnés aux travaux forcés profitent du naufrage du navire qui les emmène en captivité pour retrouver leur liberté et s'organiser en anarchie. Les Pacifiques (écrit en 1904) de Han Ryner se déroule également sur une île oubliée et montre un peuple, les Atlantes, qui vivent de façon libertaire. Ces deux textes sont deux utopies anarchistes, stricto sensu. Le texte le plus ancien, écrit après la Commune de Paris et publié en 1874, est celui d'André Léo, une militante féministe proche des libertaires: La Commune de Malenpis. Écrit comme un conte pour enfant, il décrit la façon dont les habitants d'un village décident de prendre leurs affaires en main et de s'organiser euxmêmes: bien que toutes leurs décisions ne soient pas révolutionnaires (ils n'ont pas aboli la monnaie, par exemple), j'ai trouvé que ce fonctionnement était tout à fait anarchiste! J'ai retenu également un roman symbolique de Bernard Lazare intitulé Les Porteurs de torches (1897) qui retourne le schéma classique de l'utopie, puisqu'il met en scène un personnage étrange (originaire de terres d'utopies) qui vient visiter la société du XIXe siècle. J'ai ajouté à ce corpus deux romans de Louise Michel, qui sont, comme beaucoup de ses ouvrages, inclassables: Les Microbes humains (1886) et Le Monde Nouveau (1888). Il y est question, entre autres, de personnages qui expérimentent, dans des enclaves, d'autres modes d'organisation sociale, afin d'échapper au cauchemar de la société capitaliste (ces deux romans vont être réédités courant 2008 par les Presses universitaires de Lyon). Enfin, j'ai voulu présenter ici un magnifique roman de Georges Eekhoud, le premier qui met en scène de façon non caricaturale un homosexuel. Pourquoi parler d'utopie dans ce cas? Car le personnage ne peut pas vivre ses désirs dans le monde marchand et hétéronormé de la fin du XIX^e siècle. Sa personnalité et ses amours sont niées, il n'y a pas de place pour lui dans cette société-là. Je cite René Schérer en définissant l'utopie comme l'affirmation simple de la vie, contre tous les pouvoirs qui visent à façonner l'homme. Mais c'est vrai que du coup, je m'éloigne un peu d'une définition rigoureuse de l'utopie...

Michel:

Les œuvres que tu analyses sont évidemment datées, au moins sur différents aspects, si je caricature un peu:

Les positionnements moraux y restent forts, et même s'il s'agit d'une éthique libertaire, elle n'en reste pas moins parfois pesante. D'autre part le féminisme, l'écologie, l'amour libre... sont trop peu évoqués.

La manière d'écrire est souvent dépassée, les mots et les idées exprimées sont parfois trop emphatiques, la succession des idées bien embrouillées (Louise Michel)

Il faudrait sans doute une intrigue plus vivace, des situations plus corsées, des propositions technologiques et écologiques plus marquées et plus actualisées... un peu comme a su le faire Ursula Le Guin et ses Dépossédés.

Mais ils n'en mettent pas moins l'accent sur l'essentiel: le rôle de la liberté, la place de l'individu dans le collectif, le droit à la déviance, la pratique balbutiante de ce qu'on nomme aujourd'hui l'autogestion...

Caroline:

Je ne suis pas tout à fait d'accord sur les critiques que tu fais de ces auteurs! Il faut d'abord les replacer dans le contexte littéraire de la fin du XIXe siècle: Louise Michel emprunte la forme du roman-feuilleton tout en le subvertissant; Bernard Lazare reprend, lui, les thèmes propres aux poètes symbolistes mais en les mettant au service d'un discours émancipateur. Et comparés aux autres discours de l'époque, je trouve au contraire leurs propos extrêmement novateurs. La critique de la science et du progrès qui s'exprime dans Les Pacifiques annoncent presque les réflexions d'Ivan Illich! Quant à l'éloge de l'amour libre, tu le trouves chez Georges Eekhoud. Je veux juste donner un dernier exemple pour montrer en quoi ces romans permettent de nous faire réfléchir sur nos pratiques militantes. Dans son roman, Jean Grave imagine à un moment que les naufragés échoués sur l'île doivent choisir une parcelle de terrain pour y faire des cultures. La population n'arrive pas à se mettre d'accord. Au lieu de sacrifier l'avis de la minorité, on prend la décision... de ne pas trancher: on fera plusieurs récoltes sur plusieurs parcelles. Ce choix s'avérera très vite judicieux car

l'une des parcelles sera détruite par un ouragan. Comment mieux montrer, de façon concrète, l'ineptie du vote à la majorité? Un autre passage concerne les « paresseux », et là encore, le roman démontre, concrètement, que non seulement ils ne sont pas des parasites pour la société libertaire, mais qu'ils lui sont même nécessaires... Parce qu'il imagine une situation concrète, avec des problèmes quotidiens, Jean Grave trouve des solutions qui vont parfois plus loin que les textes théoriques anarchistes de l'époque.

Michel:

Tu as raison, mais plus d'un siècle après ces écrits, l'utopie anarchiste a évolué. Elle est moins sûre d'elle-même, plus pragmatique, plus modeste, plus temporaire et nomade (les TAZ d'Hakim Bey). Elle refuse même parfois le qualificatif d'anarchiste dans un sens jugé à tort ou à raison réducteur. Les libertaires d'aujourd'hui rêvent peut-être moins du « grand soir », dont ils se méfient aujourd'hui plus qu'autrefois, vu les dérives autoritaires de pratiquement toutes les tentatives révolutionnaires. Ils préfèrent souvent les initiatives apparemment moins ambitieuses, mais certainement plus contrôlables et plus proches des parties concernées: communautés ouvertes, écoles libertaires, associations de quartiers, familles élargies... Leurs écrits font la part belle aux femmes, aux couples enfin libérés, plus qu'autrefois, et sont plus fermes pour dénoncer les dérives machistes, racistes ou destructrices du milieu biogéographique...

Mais les fondamentaux demeurent, et c'est heureux: le refus des institutions autoritaires (et pas seulement l'État), la volonté de tester ici et maintenant une liberté et un humanisme qui restent l'originalité forte du mouvement anarchiste, le seul (hormis quelques cas) qui n'a jamais sacrifié les moyens aux fins. Un monde libre acquis sans liberté ne serait pas libre longtemps. Leur utopie est donc plus réaliste, plus ancrée dans notre temps, plus prudente, et plus riche des refus des impasses horribles et désastreuses que le « mauvais xxe siècle » a accumulées.

Fred:

On peut lire les auteurs anarchistes, par plaisir, par envie, pour parfaire sa culture, mais il est aussi intéressant de les mettre en relation autour d'un thème, de les faire travailler ensemble autour d'un projet commun: donner du rêve, mobiliser les envies de changement, de révolution.

Les anarchistes ont une conscience politique, un projet économique et social, une historiographie, des mythes fondateurs, des élans émancipateurs, des rêves, des principes qui guident leur action... tout un système de valeurs à opposer au monde de la tyrannie, de la peur, de l'oppression, de la domination. Les utopies anarcho-littéraires que tu nous présentes, Caroline, participent de cette idée, de ce combat.

À l'école de la commune



À l'initiative du groupe Gard-Vaucluse, les membres des groupes de la FA étaient invités à se réunir à Mérindol, un village au bord la Durance dans le sud de la France, pour une session d'étude et de formation sur la question du « municipalisme ». Nous nous sommes retrouvés une vingtaine et avons pu débattre un samedi après-midi et un dimanche matin de décembre 2007.

LES THÈMES ABORDÉS FURENT:

- Le concept de la « commune » par des grandes figures de l'anarchie.
- Murray Bookchin et le municipalisme libertaire
- Historique de l'évolution des modes de formation des collectivités humaines et de la création de communes
- Projection d'un film documentaire sur un village d'Italie, Spezzano Albanese
- Une expérience d'action sociale à Orléans pour défendre des sans-logis et des sans-papiers.

Durant cette rencontre, chacun s'est exprimé et a apporté, au travers de son vécu, divers éclairages sur les fonctionnements des collectivités locales, les problèmes rencontrés, les solutions envisagées et entreprises. Il s'agissait de chercher, à travers nos réflexions et au plus près des idées et des valeurs anarchistes, les formes et les moyens d'action possibles. Même si l'on ne veut pas calquer nos préoccupations sur l'agenda de la société actuelle, il est important d'aiguiser nos esprits et nos arguments face aux élections municipales de mars 2008

L'expérience nous a montré que l'échange d'idées, la discussion sur tous les événements qui font la vie sociale et dans lesquels on peut et on doit s'engager, est propice à la construction de chacun.

Tous ensemble, nous nous sommes sentis plus à même de combattre et de débusquer les incohérences et les injustices des structures en question, et nous nous sommes quittés avec l'idée qu'il serait intéressant de faire part dans le Monde libertuire de ce qui avait été vécu et dit, ce rapport n'étant que l'expression individuelle de deux des participants à cette cession.

La commune vidée de sa substance

Les institutions municipales subordonnées à l'État, et donc fortes d'une bureaucratie autoritaire, ne facilitent pas les actions fondées sur les aspirations libertaires ou humanistes. Quand elles sont possibles, elles sont souvent récupérées ou dévoyées.

Nous avons évoqué la fonction actuelle du maire et du conseil municipal, sa représentation suite à la décentralisation et l'instauration des communautés de communes.

Le maire n'est plus qu'un agent du pouvoir de l'État. Il n'a plus d'autonomie de décision, pas plus que son conseil. S'il prenait une initiative demandée par l'ensemble de ses concitoyens, mais qui ne soit pas conforme à la réglementation étatique, il serait démis de ses fonctions par le préfet. Les maires se voient donc déresponsabilisés et deviennent de simples courroies aux ordres de celui-ci.

Pour éloigner le simple habitant des services municipaux de proximité, et ainsi lui interdire un accès rapide ou toute possibilité de contestation, syndicats ou communautés de communes font l'objet de lourds investissements. Concentration et démesure sont la voie de la modernité dans la gestion communale. Créer des structures toujours plus bureaucratiques et de grande taille pour y abriter les réunions des maires, une crèche unique pour l'ensemble des communes, une seule bibliothèque pour ces mêmes communes, un même hôpital, une même école, tels sont les effets de la politique concentrationnaire de l'État.

L'uniformisation s'étend. Les gens, privés des services proches de chez eux, auront à faire des kilomètres pour trouver une réponse (c'est mieux que rien), mais s'est-on posé la question de la « justice », de la justesse de ces solutions? L'État met à la tête de ces nouveaux organismes de nouveaux chefs, de nouveaux

petits souverains formatés: tout tend à l'uniformité des pouvoirs, des compétences et même des savoirs.

Ni assistant social, ni sergent recruteur!

Toutes les formes de la solidarité, d'accompagnement, d'engagement dans la guerre sociale ainsi établie nous interpellent et nous font nous poser des questions.

Comment se battre contre l'injustice et agir pour et avec les victimes, puisqu'il est indispensable de le faire sans être le guide, le sauveur, le nouveau maître? Qu'attendre de ceux à qui on enlève toute réflexion, toute responsabilité, toute autonomie. Nous qui refusons toute autorité, comment devonsnous agir?

La discipline hiérarchique de soumission à un patron (selon Bookchin, le salariat habitue à la servitude) ou à un agent de l'État, et le décervelage télévisuel peuvent contribuer à bloquer les capacités de révolte et d'autonomie de décision. Nous ne pouvons pas renoncer à agir.

Tenter de résoudre cette problématique récurrente autour d'une table avec des témoignages d'expériences et des exemples d'aspirations individuelles est une source d'enrichissement pour tous. Nous apprenons de ceux avec qui nous luttons autant que nous les instruisons de notre expérience et de notre savoir : une « pédagogie mutuelle ».

Nous aimerions suggérer aux autres groupes de poursuivre ce débat. Nous essaierons de réaliser sur le sujet, en reprenant l'essentiel de nos réflexions pendant ces deux jours de formation, une brochure afin d'en faire un outil peut-être utile à nos compagnons militants.

Archibald et Inana



Jeudi 20 décembre

Chronique hebdo, 10 heures. Commentaire de l'actualité en direct chaque semaine.

Sì vis pacem, 18 heures. Des fêtes en noir en présence de Thierry Périssé, auteur de Noir Horizon.

Vendredi 21 décembre

Les oreilles libres, 14 h 30. En cette période de consommation effrénée, notre émission aura pour thème Les mouches...

La grenouille noire, 21 heures, Anarchisme et écologie sur le thème de l'habitat écologique. Invités: les Amis de la Terre.

Samedi 22 décembre

Chronique syndicale, 11 h 30. Luttes et actualités sociales. 11 h 30-12 h 30: Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier 1940-1968 (tome III), avec Claude Pennetier. 12 h 30-13 h 30: bilan des luttes et des négociations avec des militants SUD: RATP, EDF, SNCF.

Chroniques rebelles, 13 h 30. Débats, dossiers, rencontres... Chroniques de Philadelphie: Mumia Abu-Jamal. Un homme libre dans le couloir de la mort, de Claude Guillaumaud-Pujol avec l'auteure.

Deux sous de scène XV, 15 h 30: magazine de la chanson vivante, par Nicolas Choquet.

Longtemps, je me suis couché de bonne heure, 1 9 heures : Juke-box et Passagers de la nuit font émission commune. Invitée : Nadia Meflah, pour son ouvrage Chaplin et les femmes. Également au programme, les chroniques de Anne-Laure Bell et Rodolphe Cobetto-Caravanes.

Dimanche 23 décembre

Tempête sur les planches XIV, 14 heures à 15 h 30. Actualité du théâtre et de la danse, Tempête africaine: la coopération en question. Échos du dernier colloque Nord-Sud sur la création artistique. Regards sur la danse actuelle à Brazza et le théâtre au Burkina. Et un spectacle franco-béninois s'installe à Paris.

Mardi 25 décembre

Le Parisien libertaire, 8 heures. Faut libérer les oies! Actualité parisienne, la bêtise de Noël, l'agenda militant et du Ferré pour les étrennes...

Idéaux et débats, 18 heures. Un entretien avec Noëlle Châtelet, pour son livre *le Baiser* d'Isabelle.

Mercredi 26 décembre

Les destinées de l'Histoire, 8 heures. Chroniques historiques. Invité: Pierre Bouteiller pour son livre *Radioactif.* Itinéraire d'un homme étonnamment libre, de Europe 1 à France Inter et à TF1 en 1981. Une des grandes signatures des radios du service public, avec Claude Viller, reçu en septembre 2004, et losé Arthur.

Blues en liberté, 10h30. Émission musicale blues, Gueule de bois et blues.

Le manège, 14 heures. Littérature et cinéma. Invité littéraire: Philippe Doumenc, pour Contre-enquête sur la mort d'Emma Bovary par Boris Beyssi; les chroniques ciné de Heike Hurst.

Femmes libres, 18 h 30. Femmes qui luttent, femmes qui témoignent, avec le Comité féministe de soutien à Marina Petrella et le Comité de solidarité à Marine Petrella.

Ras les murs, 20 h 30. Actualités des luttes de prisonniers. Jean-Pierre Rosenczveig, autour de son livre Baffer n'est pas juger – La justice des mineurs, nous expliquera que la « baffe » de la prison n'est pas la réponse à la déviance des jeunes.

Jeudi 27 décembre

Si vis pacem, 18 heures. Rappel des 51 émissions « Si vis pacem », pour valser à sept temps...

Samedi 29 décembre

Destinées Nocturnes de l'Histoire, OOh30. Histoire d'un soir... Thème surprise!

Chroniques rebelles, 13 h 30. Débats, dossiers, rencontres... Loin des Censier battus.

Témoignages et documents sur le mouvement contre le CPE et la précarité Sorbonne nouvelle, printemps 2006 (CNT RP). Avec Daniel et Sylvain...

Mercredi 2 janvier

Blues en liberté, 10h30. Émission musicale blues. Blues et perspectives pour le XXI^e siècle.

Le manège, 14 heures. Littérature et cinéma. Invité littéraire: Clifford Chase, pour Winkie, par Boris Beyssi; les chroniques ciné de Heike Hurst.

Léo 38, 16 heures. À l'heure du goûter Reggae et autres...

Jeudi 3 janvier

Si vis pacem, 18 heures. Fiction, réel, lequel dépasse l'autre en 2008? En présence de Trevor Narg, auteur de la trilogie 5021, 5022, 2053.

Samedi 5 janvier

Chroniques rebelles, 13 h 30. Débats, dossiers, rencontres... L'Intégration européenne de la France. La Tutelle de l'Allemagne et des États-Unis, d'Annie Lacroix-Riz. Avec l'auteure.

Dimanche 6 janvier

Chants/Contrechamps, 15 h 30. Cinéma d'auteurs, chanson à textes. Bilan cinéphile de l'année 2007, et déjà quelques films pour 2008...

Lundi 7 janvier

Les mangeux d'terre, 18 heures. Regard libertaire sur le Grenelle de l'environnement.



LES USAGERS PRIS EN OTAGE



Vendredi 21 décembre

Saint-Denis (93)

19h30. La société de défense des laïques non croyants, non croyantes et athées organise une réunion publique avec Fethi Benslama, professeur à l'université de Paris VII: Déclaration d'insoumission à l'usage des musulmans et de ceux qui ne le sont pas. Bourse du Travail de Saint-Denis (métro ligne 13, station Porte-de-Paris).

Samedi 22 décembre

Paris XIe

15 h 30, Wally Rosell et Ramón Pino présentent Espagne 1936-1975, les affiches des combattants de la liberté, second recueil illustrant les très riches heures de la guerre d'Espagne et des luttes anti-franquistes, à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, métro Oberkampf ou Filles-du-calvaire.

Paris XVIIIº

15h30, débat « Représentations fictionnelles de la violence féminine», animé par Caroline et Barbara (auteure de romans), libliothèque la Rue, 10, rue Robert-Planquette, métros Blanche ou Abbesses. La bibliothèque la Rue fermera ses portes pour les fêtes de fin d'année du 27 décembre au 3 janvier inclus.

Paris XVIIIe

15 heures. Comme tous les samedis, rassemblement à 15 heures devant le Déballage du marché Saint-Pierre, 2, rue Charles-Nodier, Paris XVIII, pour soutenir Hélène et Philippe qui protestent seuls depuis 17 mois contre l'infâme licenciement du « marché Saint-Pierre ».

Mercredi 26 décembre

Saint-Claude (39)

Infokiosk au Coffre-Fort, rue de Bonneville à Saint-Claude, de 14 heures à 17 heures.

http://juralibertaire.overblog.com

Lundi 31 décembre

Lyon (69)

De 21 heures à l'aube, Réveillons-nous! Bal libertaire, buvette, soupe à l'oignon, buffet. Chacun apporte à manger. À la maison des passages, 44, rue Saint-Georges, 69005 Lyon.

www.libertaireproduction.com, Tél.: 0623233906.

Vendredi 11 janvier

Paris XX®

Le syndicat des Travailleurs de l'Éducation des Hauts-de-Seine (STE 92) de la Confédération nationale du travail (CNT) ainsi que l'union locale CNT de Gennevilliers organisent la projection, (gratuite) d'un film sur la révolution espagnole (1936-1939) au local parisien de la CNT, 33, rue des Vignoles, métro Avron. Elle sera suivie d'un débat sur ce même thème.

Jeudi 17 janvier

Merlieux (02)

De 18 à 21 heures, la bibliothèque sociale, animée par le groupe Kropotkine de la Fédération anarchiste reçoit Laurent Maffre, auteur de la BD L'homme qui s'évada, Thierry Guitard, illustrateur de la Vie des forçats, d'Eugène Dieudonné, et Philippe Blandin auteur de la brochure Graine d'ananar consacrée à Eugène Dieudonné. 8, rue de Fouquerolles.

Tél.: 03 23 8017 09.





